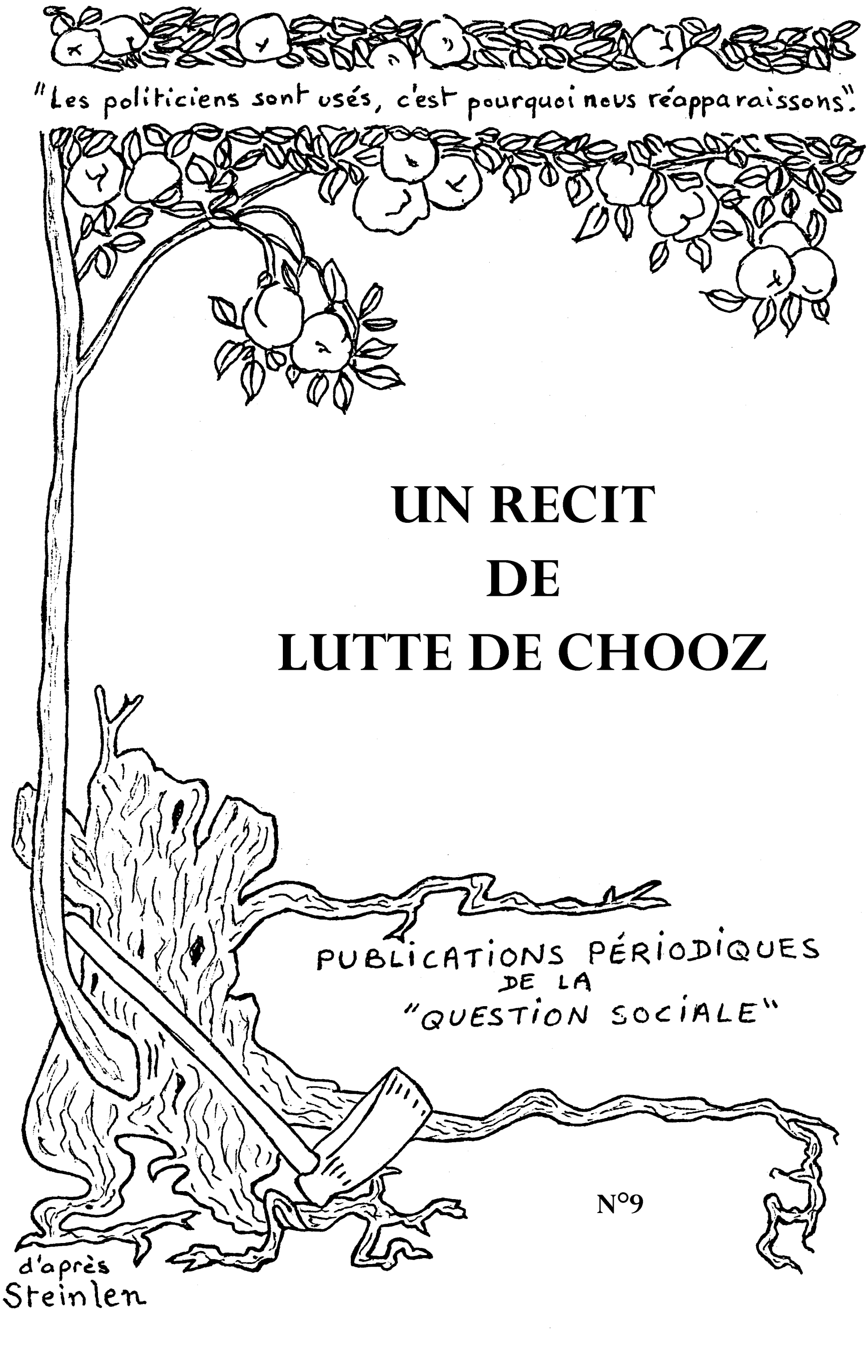


UN RECIT DE LUTTE DE CHOOZ

N°9

Un récit de lutte de Chooz

Brochure n°9 des
Publications périodiques de la “Question Sociale”
c/o Paul Lambinet – B.P. 5 – 08 150 Rimogne

Nouvelle édition, revue et augmentée.
Réalisée par

Bertrand Louart – Radio Zinzine – 04 300 Limans

Avant-propos

Ce récit devait faire partie d'une autre brochure ; depuis longtemps différée, elle devrait être publiée dans les mois prochains. Ce texte sur Chooz est donc édité séparément pour éviter de trop le résumer et permettre d'y joindre des annexes plus importantes en volume.

Malgré nos chemins désormais différents, *La question sociale* a bien voulu publier cette brochure. Sa réalisation est le fruit de la coopération de diverses personnes dont certaines ont fourni une aide essentielle.

Il ne faut pas attendre de cette brochure un argumentaire contre l'énergie nucléaire en général, cette question de fond n'y est pas abordée. La bibliographie comprend des livres et des revues accessibles et sérieux qui traitent le sujet. De même, ce n'est pas l'histoire exhaustive de la lutte Chooz B. Une importante documentation a été laissée de côté, un livre suffirait à peine à restituer les différents aspects de la lutte.

Il s'agit plus simplement du récit de la lutte vue par des personnes y ayant participé à différents niveaux. Elles revendiquent donc un parti pris sans pourtant exclure l'honnêteté. C'est un récit de la lutte dont les matériaux (souvenirs directs et documents) ont été recoupés avec d'autres sources et mis en forme.

Ce texte éclairera les jeunes générations ardennaises sur des événements qu'elles n'ont connus que par ouï-dire. Il remotivera peut-être un peu ceux qui, isolés dans leurs convictions, assistent avec une rage impuissante à la poursuite de diverses destructions au nom de la "rationalité économique". Dans notre époque où un événement chasse l'autre et où les modes (idées, vêtements, comportements…) prennent le pas sur des valeurs devenues obsolètes (la solidarité, la volonté de se battre, par exemple), il rafraîchira la mémoire de certains. Ce qui permettra, aux uns, d'éviter de se faire berner à nouveau et, à d'autres, de mesurer l'ampleur de leurs reniements. Enfin, à toutes les franches crapules qui s'étonnent d'une hostilité constante à leur égard, cette brochure signifie que certains n'oublient pas leurs abjections et leurs turpitudes.

Autant que possible, les noms des divers protagonistes de la lutte sont tus dans ce récit. Certains ont évolué et préfèrent oublier. Il n'est pas non plus souhaitable d'attirer l'attention sur certaines personnes. Mais cette démarche exprime surtout la volonté de fondre des actes parfois individuels dans ce qui fut une ample dynamique collective.

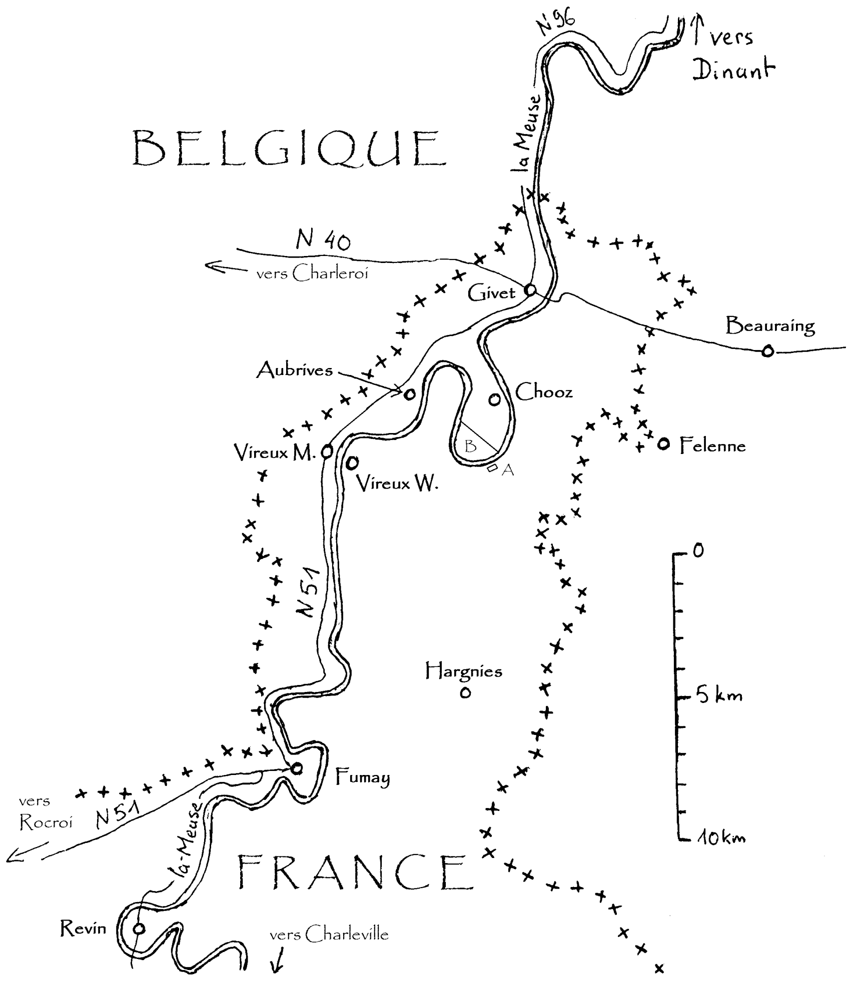
Il est utile d'évoquer les événements de Chooz quand nous sommes aujourd'hui confrontés une nouvelle fois aux conséquences du programme électronucléaire. La presse parle des convois contaminés qui s'acheminent vers la Hague, elle évoque parfois les pollutions de ce centre de retraitement et de stockage. Elle parle peu de la pollution ordinaire des centrales en fonctionnement ou en phase de démantèlement (Brennilis) ; elle filtre une partie des informations en provenance de Tchernobyl. En France, les projets de laboratoires souterrains (dont deux deviendront certainement des sites d'enfouissement des déchets radioactifs les plus nocifs) avancent ; dans la région, l'ANDRA fait la pluie et le beau temps aux limites de la Meuse et de la Haute-Marne, à Bure. Le sud de la province belge de Namur était (est toujours ?) dans les dossiers de l'ONDRAFF, équivalent belge de l'ANDRA : projet de Baronville à côté de Beauraing, à seulement une quinzaine de kilomètres de Chooz.

Malgré les défaites, la lutte antinucléaire continue…

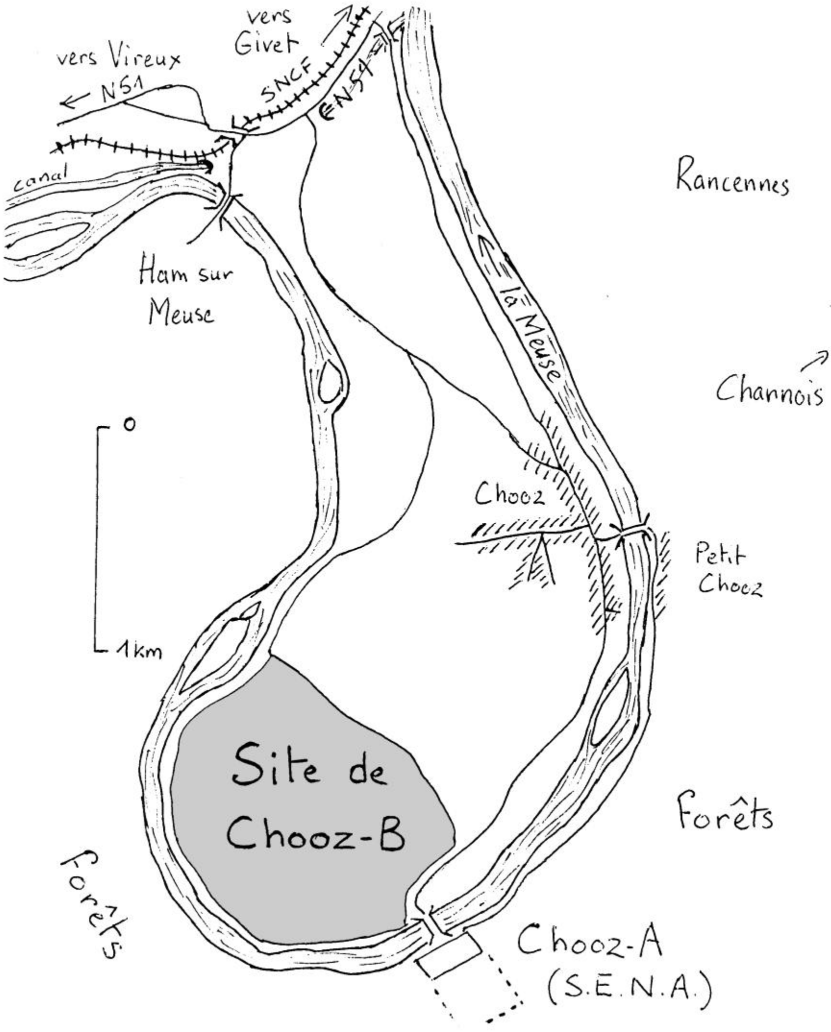
Ardennes, mai 1998.



Centrales nucléaires de Chooz A (à droite) et B (au centre)



La pointe des Adrennes



La ville de Chooz et les sites nucléaires

Un récit de la lutte contre la centrale nucléaire de Chooz-B

Parmi les forêts et les roches du massif de l'Ardenne, Chooz se niche dans une boucle de la Meuse entre Charleville et Dinant. Le village aux maisons de pierre bleue est situé en impasse à 2 km de la route nationale qui poursuit vers Givet. Face à un site magnifique de roches et de bois, une population rurale et ouvrière y vivait tranquillement, dans une certaine douceur de vivre, limitée parfois par le rude climat ardennais.

On est déjà ici en pays wallon ; le patois et la forme du clocher de l'église le rappellent. Les aléas de l'histoire ont placé la Pointe des Ardennes en France ; hormis au sud, la Belgique est toute proche. La Pointe doit son nom à la forme des limites arbitraires que tracèrent les puissants en s'appropriant des territoires et en assujettissant les êtres humains qui y vivent. Sauf cette frontière, il n'y a pas de rupture dans les paysages ou dans la population de l'Ardenne. De la Vallée de la Meuse encaissée au sud jusqu'aux fagnes au nord, se succèdent divers paysages. La partie française est devenue industrielle, la partie belge a conservé des activités rurales et forestières ; patois et liens familiaux se rient des frontières.

Jusqu'au début des années soixante, Chooz était un village de 6 à 700 habitants à dominante rurale. Des paysans y pratiquaient la polyculture et l'élevage. Des maraîchers cultivaient divers légumes dont une partie était vendue sur le marché de Givet et d'autres localités de la vallée. Un pêcheur professionnel, peut-être le seul dans les Ardennes, vivait de son activité en pêchant dans le bras non-navigable de la Vieille Meuse. Enfin, des ouvriers calcéens (Calcéen(ne), habitant(e) de Chooz) travaillaient dans les usines des environs : Vireux, Flohimont, Givet… industrie principalement métallurgique.

De Chooz-A à Chooz-B

En 1958, la décision est prise de construire une centrale nucléaire à Chooz. À partir de 1962, la centrale se construit ; c'est un des premiers réacteurs à eau pressurisée (REP ou PWR en anglais). Le nucléaire dit civil et ses dangers sont alors pratiquement inconnus, mais des habitants du village pétitionnent contre les nuisances de la construction de cette usine particulière qui signifie la fin de la tranquillité du lieu : chantier, carottages, va-et-vient des camions pendant des mois.

Mise en service en 1967, la centrale va connaître une quantité impressionnante d'aléas, de pannes et de dysfonctionnements, jusqu'à son arrêt définitif en 1991. Ainsi en 1968, un "incident" exige deux ans d'arrêt pour réparer. La panne est gardée secrète et des eaux radioactives ayant servi à noyer le réacteur sont rejetées dans la Meuse.

Dans les années 1970, on commence à parler de plus en plus de cancers, de leucémies et d'affections de la thyroïde dans la Pointe de Givet. Des gens vont se faire soigner à Reims où des médecins ne sont pas étonnés d'apprendre leur lieu d'origine.

En 1974, un antinucléaire de Sedan organise des réunions dans les villages aux alentours de Chooz. C'est la première opposition concrète au nucléaire. À plusieurs reprises, des cadres et ingénieurs d'EdF viennent perturber le débat. La démocratie nucléaire, à travers l'arrogance et le mépris de ses employés, montre le bout de son nez.

Fin 1977, des rumeurs circulent à Chooz et dans la Pointe sur l'implantation d'une deuxième centrale.

La démocratie libérale-nucléaire de Monsieur est avancée

En 1973, c'est le choc pétrolier. À la suite de la guerre du Kippour, des pays producteurs de pétrole réduisent des livraisons pour faire remonter les cours en chute depuis des décennies. Confrontée au renchérissement de cette ressource énergétique essentielle à son économie, la France découvre qu'elle n'a pas de pétrole mais qu'elle a des idées. Une de ces radieuses idées va être le lancement d'un programme électronucléaire massif. Les services de propagande de l'État alimentent les réflexes chauvins en arguant de l'indépendance énergétique nationale qu'amènerait selon eux une forte production électrique d'origine nucléaire. Le choix du « tout-nucléaire » est un fleuron du giscardisme mais avait été en fait décidé des années plus tôt

dans le cénacle nucléocrate [1]. Les Leprince-Ringuet et consorts triomphent affichant leur morgue de scientifiques pour les « peurs irrationnelles » des demeurés passéistes que nous étions à leurs yeux [2]. Des études prospectives sur la consommation électrique concluent à des taux de croissance soutenus… démentis de façon cinglante par la suite. Aux arguments – parfois mal informés – des antinucléaires, la propagande de l'État, d'EdF et des "experts" répond de façon péremptoire et souvent mensongère ou manipulatrice. L'argument final, « le nucléaire ou la bougie », vient clouer le bec des protestataires irresponsables. Le capitalisme français, l'économie a besoin du nucléaire pour diverses raisons… L'ambitieux programme nucléaire se fera donc, bon gré, mal gré.

Cependant en France et dans d'autres pays d'Europe où des programmes nucléaires plus modestes sont lancés, des populations se rebellent. À Leimonitz (Pays basque sud), à Plogoff, à Kalkar (Allemagne de l'ouest), à Malville et sur de nombreux autres sites, des mouvements de masse s'opposent par divers moyens aux volontés des États et des firmes productrices d'électricité. Ces luttes convergent avec d'autres mouvements sociaux qui contestent des projets gouvernementaux qu'exigent l'État ou le capitalisme moderne, grands barrages (Naussac), extension d'un camp militaire (Larzac), aéroports (avec l'exemplaire lutte de Narita au Japon), etc. C'est l'émergence de nouvelles luttes sociales mettant en cause le bien-fondé de la raison d'État et de la « rationalité économique » pour défendre un village, une région, la santé des habitants, … Se soldant par des victoires ou des défaites souvent amères, ces luttes constituent une nouvelle approche d'une critique anticapitaliste en actes. Cependant, elles ne sont pas toujours perçues ainsi, y compris par les plus engagés de leurs acteurs.

C'est dans ce contexte général, mais en période de reflux [3], que va se développer la lutte contre la deuxième centrale de Chooz.

La prise de conscience

Quand les rumeurs d'implantation de la nouvelle centrale se précisent, la résistance s'organise dans la bonne humeur. À Chooz, certains de leur bonne foi et de leur bon droit, les opposants ont l'assurance de leur victoire…

---

[1] Par la commission Péon créée en 1955 par le ministre de la défense, commission consultative pour la Production d'Électricité d'Origine Nucléaire. Cf. Philippe Simmonot, *Les nucléocrates*, éd. Presses universitaires de Grenoble.

[2] Comme nous le sommes aujourd'hui encore aux yeux d'autres "experts" en refusant les bienfaits des organismes génétiquement modifiés que nous imposent les industries agro-alimentaires et pharmaceutiques et les autorités étatiques et supranationales (Commission Européenne, OMC, etc…)

[3] Ce reflux est dû à la fois aux progrès de la société de consommation et aux effets "disciplinaires" de la crise entraînent un repli sur la vie privée ; mais aussi au commencement de l'institutionnalisation d'une partie de l'écologisme (électoralisme et lobbying).

Les technocrates décident à Paris. Les interlocuteurs locaux des opposants sont donc le secrétaire général de la préfecture, le directeur de la SENA (Société d'Électricité Nucléaire des Ardennes ou Chooz-A : la première centrale, à participation franco-belge) et d'autres subalternes locaux du gouvernement.

Bouchardeau, du PSU, encourage les opposants, tout comme les "socialistes" antinucléaires. La gauche au pouvoir quelques années plus tard, la première, devenue ministre, affirmera ne rien pouvoir faire et les seconds retourneront leur veste ou quitteront le PS.

Des comités se forment un peu partout dans les Ardennes. Celui de Chooz se constituera légalement fin 1978 (dépôt des statuts). Paysans ou ouvriers, les chasseurs Calcéens sont les premiers à s'être mobilisés pour défendre leur territoire : les chasses communales sont menacées par l'installation de Chooz-B. Le projet initial comprend quatre réacteurs de 1 300 MW pouvant être portés à 1 500 MW. Par la suite, le projet sera ramené à deux réacteurs de 1 450 MW. Au cours des premières réunions au village, les habitants prennent conscience des dangers propres au nucléaire. Dès les débuts, les Calcéens reçoivent l'appui d'intervenants et de militants de Belgique, de Vouziers, de Sedan ou de Reims.

Début mars 1979, une consultation de la population Calcéenne est faite en mairie sur le mode d'un scrutin officiel. Il y a une forte abstention, mais 64% des votants (plus de 50% des inscrits) disent non à une nouvelle centrale. Sur 475 inscrits, il y a 388 votants dont 373 suffrages sont exprimés : 133 favorables et 240 opposés à Chooz B.

Lors de l'accident de Three Mile Island [4], des femmes de Chooz séquestrent le maire pronucléaire pour obliger le directeur de Chooz-A à venir fournir des explications et des garanties pour la sécurité de leurs familles en cas d'accident à la centrale. Après s'être fait prier, le directeur se déplace mais esquive les questions : selon lui, sa responsabilité s'arrête aux limites de la centrale.

Une manifestation antinucléaire a lieu à Reims avec la participation de Calcéens. En fin de parcours, les vitrines d'EdF, rue Buirette, sont barbouillées.

Vers Pâques de 1979 à Vireux, une réunion contradictoire remplit une salle. Des habitants de Chooz sont venus, de même que des employés de la SENA, "réquisitionnés" par leur direction. Une brochette d'ingénieurs d'EdF et d'autres technocrates s'y fait ridiculiser par des intervenants antinucléaires.

---

[4] Près d'Harrisburg aux États-Unis, le 28 mars 1979. Ce fut un des plus graves accidents nucléaires dont les conséquences ne sont toujours pas réglées près de 20 ans après.

Officiellement, on hésite encore entre Chooz et Fumay pour faire diversion. Mais Chooz est déjà choisi, EdF y est en terrain conquis.

La première kermesse antinucléaire se fait au village en juin 1979. Belges et Français s'y côtoient. La lutte sera vraiment internationale. Des Wallons viennent des villages alentour (Felenne et Vaucelles à l'est et à l'ouest ne sont qu'à quelques kilomètres), de Charleroi ou de Namur. Mais aussi des Flamands seront présents à tous les moments forts.

À la fin 1979, les réunions se multiplient. Des distributions de tracts, les graffitis et les bombages de routes et de murs ont lieu non seulement dans la Pointe mais aussi dans toute la Vallée de la Meuse et ailleurs dans les Ardennes. Les premiers sabotages d'engins ont lieu.

Les Calcéens s'opposent à la visite du préfet et d'un ministre belge. Des coups sont échangés. Le porte-parole du comité calcéen est arrêté et menotté. Il est relâché peu de temps après.

En mars 1980, les opposants calcéens s'opposent à nouveau à une visite du site et à la tenue d'une réunion par une délégation technique d'EdF, de l'Équipement et du ministère de l'Industrie. La presse locale (*L'Ardennais* et *L'Union*, alors séparés ; ce sont en 1998 les mêmes journaux, hormis la couverture), choisit son camp ; elle minimise ou déforme les événements sur le terrain. Ce sera une attitude quasi-constante au cours de toute la lutte ; quelques journalistes ou stagiaires feront cependant preuve de plus d'honnêteté.

La première « enquête d'utilité publique »

Fin avril, la population apprend que l'enquête d'utilité publique aura lieu du 6 mai 17 juin 1980. Une fête de 1er mai antinucléaire est organisée à Givet par l'Union locale CFDT. Le comité de Chooz y est présent. Douaniers et CRS filtrent à la frontière, multipliant les tracasseries envers des Belges qui se rendent à la fête.

Le maire de Chooz est pronucléaire mais la majorité du conseil est antinucléaire. Le conseil municipal s'est toujours majoritairement opposé au projet. Il a demandé le report de l'enquête et il refuse le dépôt des dossiers en mairie.

Une contre-enquête est préparée par l'Épine Noire, association ardennaise de protection de la nature, et par d'autres. Cette contre-enquête est diffusée dans les 13 communes concernées. Les Calcéens suivent aussi avec attention ce qui se passe à Plogoff, lieu d'une forte résistance de la population bretonne dans la pointe de Cornouaille.

Le conseil municipal de Chooz s'opposant au dépôt des dossiers en mairie, le maire pronucléaire emmène le cachet de la mairie à Givet où sont finalement déposés les dossiers. Jouet de la Préfecture et d'EdF, il manigance avec eux et bafoue le rituel démocratique.

Le 6 mai 1980, Chooz. Dans un déploiement policier impressionnant les flics entrent dans la mairie. Le dossier est installé et relié par une chaîne à la table. Sur la place, pendant toute la journée, des habitants de Chooz vont et viennent face aux flics. Malgré la chaîne et la garde des gendarmes, le dossier est finalement subtilisé par des habitants et aussitôt jeté à la Meuse. Un dossier de remplacement est amené par un gradé pour prolonger l'enquête. A 19 heures, quand le dossier quitte la mairie sous bonne escorte pour passer la nuit en lieu sûr, un croche-pied habilement exécuté fait trébucher le gendarme qui porte le dossier. Une bousculade a lieu, le dossier vole en feuillets détachés autour d'une vasque. Il y a une mêlée de flics et de manifestants. Les cars de forces de l'ordre repartent sous une volée de cailloux, une voiture de gradés roule avec un pneu crevé.

Les jours suivants, la tension monte. Si les flics évitaient les incidents le premier jour, les choses sont moins tranquilles désormais. Heurts : gendarmes casqués et matraqués entrent en action contre les opposants. Les frontières sont filtrées pour décourager les antinucléaires belges de venir apporter leur soutien. Matraques, pierres, lacrymos, interpellations, premiers blessés… L'enquête est agitée à Chooz comme dans des communes voisines. Des tas de fumier sont déversés devant la mairie. Dans la nuit du 13 mai, des ordures ménagères sont éparpillées dans la salle du conseil municipal. La presse locale n'est guère favorable à l'opposition antinucléaire ; la presse nationale l'ignore.

Pentecôte 1980, un dimanche au milieu de l'enquête, une fête antinucléaire se tient sur la place. Toutes les organisations de soutien sont là, Belges et Français mêlés. C'est une pause bienvenue dans 6 semaines d'affrontements car tous les soirs le dossier repart au milieu d'une bataille : grenades lacrymogènes contre cailloux ; même les vieux assurent une présence dans un coin de la place pour montrer leur désapprobation et leur refus du projet.

Un vendredi de mai 1980, deux flics sont blessés. La tension est très forte. Les gendarmes tentent d'enfoncer la porte d'un membre actif du comité et cassent l'imposte pour envoyer deux grenades lacrymogènes à l'intérieur. Les deux femmes et les enfants qui s'y trouvent doivent monter à l'étage et fuir l'atmosphère irrespirable par une fenêtre à l'aide d'une échelle. La famille est choquée, les enfants pleurent, un bébé suffoque. Le soir, aux informations télévisées, il est dit que « deux grenades sont tombées (?) dans une maison »…

Durant l'enquête, un groupe de musiciens wallons, le GAM – Groupe d'Action Musicale qui apporte habituellement son soutien dans les grèves et

les fêtes populaires en Wallonie –, vient donner à la lutte de Chooz sa contribution musicale et politique [5].



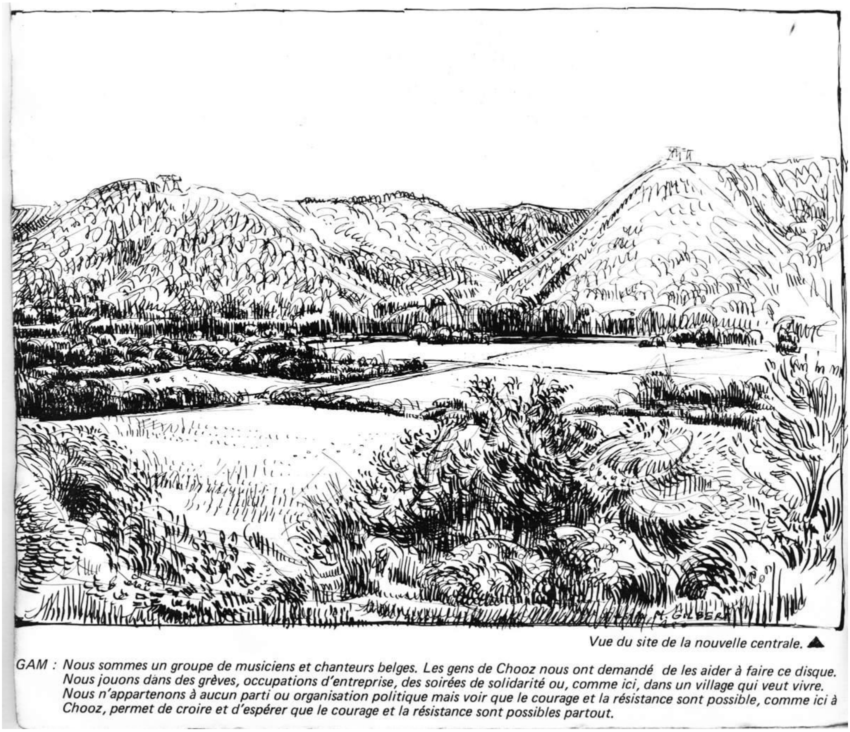
Album du GAM, 1979, recto

L'enquête se poursuit, les méthodes des manifestants gagnent en violence : casques, frondes, boulons…auxquels répondent les lacrymos à main ou a fusil et souvent à tir tendu, pourtant interdit. Les interpellations sont parfois suivies de tabassages dans les cars de police. Les médias dépeignent les antinucléaires comme des provocateurs et des excités. Les gardes mobiles sont présentés comme des modèles de patience et de mesure (!).

Des casqués (nom donné aux flics en tenue de combat) spécialistes de la photo trouvent des collabos dans le village pour renseigner et identifier tel ou tel. Les menaces ou le chantage (sur l'alcool au volant, par exemple) sont efficaces, mais d'autres collaborent par conviction ou par goût.

---

[5] Cf. bibliographie en fin de brochure.



Album du GAM, 1979, verso

On vient des quatre coins des Ardennes et de Belgique, mais aussi de Champagne, du Nord, voire de Paris. Le vendredi soir de chaque semaine d'enquête, une petite fête permet de se rencontrer et de discuter autrement que dans le feu de l'action. Un vendredi, les affrontements sont plus longs et plus violents que d'habitude : blessés de part et d'autre et deux interpellés. Pendant que des gendarmes se font soigner à la clinique de Givet, l'un des deux manifestants réussit à s'enfuir, mais sans ses papiers. L'autre est emmené à la gendarmerie de Charleville. Des manifestants s'y rendent et ce n'est qu'à une heure du matin qu'ils réussissent à le faire libérer.

Le matin du dernier jour de l'enquête, 17 juin, c'est l'état de siège à Chooz. Deux blindés, équipés de lances à eau et de lames coupe-barrage, ont été amenés de Dijon. Côté manifestants, des barrages successifs ont été édifiés. Les "casqués" passent le premier barrage sans encombre mais les deuxième et troisième se révèlent plus ardus : arbres coupés, fils de fer barbelés, pneus enflammés, tiges de fer plantées dans le macadam. Les "bleus" prennent du retard, s'énervent, appellent un char de l'armée (un régiment de zouaves est basé à Givet) pour dégager la voie. L'entrée dans Chooz se fait blindé en tête.

Surprise ! La porte de la mairie est murée et ce qui ressemble à une mine est devant ; 8 heures sonnent. Un treuil actionné par le tank abat le mur. Le dossier entre en retard… Dès la fin de l'après-midi, Chooz est occupé par la flicaille. Des “baskets”, gardes mobiles non équipés et athlétiques, chargés de réaliser des arrestations sont là. À 19 heures, il pleut. Le convoi des forces de l'ordre accompagnant le dossier s'ébranle. Les casqués marchent autour des véhicules, fusils lance-grenades en main. Ils sont accompagnés par une masse de manifestants qui chantent “Ce n'est qu'un au-revoir”. À la sortie du village, les incidents éclatent, très violents. Matraques et gaz dispersent les manifestants pour permettre aux “bleus” de monter dans les cars. C'est au cours de ces incidents qu'un manifestant, conseiller municipal de Vouziers, est gravement blessé par un tir tendu à moins de 4 mètres, dans le dos. Il gardera longtemps les séquelles de ses blessures.

Les six semaines d'enquête se terminent. Il pleut à verse. Les manifestants se rendent à la salle des fêtes. Le village est bouclé par les mobiles. Les gens de l'extérieur ne repartent qu'après plusieurs heures, en voitures groupées pour plus de sûreté. Les vieux de Chooz font la comparaison avec l'occupation allemande en 1940-44 : ils n'avaient pas vu autant d'uniformes que ce jour…

Il y avait 2 000 flics à Chooz et aux environs pour la clôture de l'enquête. Le lendemain, *Libération* titre : « Hier à Chooz, la démocratie libérale s'avançait blindée », allusion à la « démocratie libérale avancée » dont se flattait Giscard.

Accalmie estivale et reprise de la lutte en automne

En juillet 1980, c'est la première grande fête. Un car de Plogoff vient en soutien. L'été 80 est calme. EdF continue sa propagande et le préfet annonce que la centrale se fera de gré ou de force.

En novembre 1980, les soirées d'information et de débat se poursuivent dans la vallée. A l'Épine Noire, un objecteur est chargé du dossier de Chooz. Le Front commun est créé, il regroupe organisations, syndicats et associations opposés à la centrale ; parmi eux : PSU, CFDT, Épine Noire, Ardennes Écologie, Alternative au nucléaire, le Comité de défense de Chooz et… le PS qui s'en retirera quelques mois plus tard.

Sur le terrain, des Calcéens s'opposent aux géomètres travaillant sans autorisation sur le site. Au cours d'une action, des documents leur sont volés et disparaissent dans la nature.

Depuis l'été, le comité de Chooz édite un bulletin, Point Chooz, qui aura 3 numéros jusque janvier 1982.

En Belgique, la population s'oppose à un projet de barrage sur la Houille, affluent de la Meuse se jetant à Givet. Le barrage noierait le village de

Vencimont ainsi qu'une grande surface de forêts et de cultures. Les normes de rejets d'effluents radioactifs étant plus sévères en Belgique qu'en France, le projet de barrage apparaît lié à la centrale de Chooz B pour opportunément diluer d'éventuels rejets, avant le passage de frontière par la Meuse. Une manifestation a lieu à Namur.

Fin mars 1981, la lutte antinucléaire repart sérieusement. Une manifestation partie de Chooz va bloquer la frontière belge à Givet avec distribution de tracts. Les flics et douaniers belges installent une déviation. Au retour, des manifestants investissent la camionnette sono de la quinzaine commerciale de Givet. Toute la ville entend la cause antinucléaire, cela les change de la bouillie publicitaire habituelle. En fin d'après-midi à Chooz, le câble téléphonique qui rejoint la SENA est déterré et sectionné en plusieurs endroits.

La deuxième "enquête d'utilité publique"

Du 1er au 17 avril 1981, une nouvelle enquête a lieu ; elle concerne les expropriations. Les premiers jours sont calmes, mais le samedi les oppositions se durcissent. Des cocktails Molotov font leur apparition. Un car de police manque de brûler, un gendarme, armé d'un extincteur pour éteindre le feu, reçoit un pavé.

Le vendredi soir suivant, une réunion rassemble beaucoup de monde à Chooz : Calcéens, Ardennais, Champenois, Lillois, Belges. Le village est occupé militairement une nouvelle fois : PSIG (peloton spécial de gendarmerie basé à Fumay), CRS, etc. Le parallèle est fait à nouveau par les vieux entre l'occupation allemande 40 ans auparavant et l'occupation policière actuelle. Ils disent ressentir plus durement et avec angoisse la présence menaçante des forces de répression de l'État français moderne. Trois camarades Lillois sont arrêtés dans la campagne de Chooz ; ils étaient en train de confectionner des cocktails incendiaires.

Le samedi, les trois antinucléaires sont à la gendarmerie de Charleville.

Un dossier est subtilisé à la mairie de Givet et brûlé sur la place de Chooz. Une caravane publicitaire accompagnant une course cycliste est détournée sur Chooz. Les affrontements débutent une heure avant le départ des registres d'enquête : billes d'acier, pavés, cailloux, cocktails Molotov contre des lacrymos et, nouveauté des forces de l'ordre, des grenades au chlore. Masqués par des cagoules ou des foulards (on se méfie désormais des talents photographiques des flics) et armés de cailloux, de frondes et de billes d'acier, les antinucléaires affrontent les gendarmes mobiles. Le village est littéralement noyé dans les gaz ; l'atmosphère de la place est irrespirable. Des grenades offensives, déflagrantes sont employées par les gendarmes mobiles.

Une fois "casqués" et registres partis, les manifestants montent en voiture à Charleville. Ils se retrouvent devant la gendarmerie où sont gardés à vue les trois Lillois arrêtés la veille. Quelques projectiles sont lancés contre la gendarmerie, un cocktail dans des locaux d'EdF. Les trois interpellés sont bientôt relâchés mais ils sont inculpés.

Deux Calcéens, un père et son fils, sont inculpés les jours suivants de complicité de fabrication d'engins incendiaires.

Des heurts brefs et violents ont lieu dans la semaine suivante. Le vendredi, dernier jour de la deuxième enquête, les casqués sont nombreux sur la place au cours de l'après-midi. Un hélicoptère tourne sans arrêt. Il y a peu de manifestants face à la mairie. Cars et dossiers repartent sans coup férir. C'est devant la première centrale qu'ont lieu les affrontements jusque 22 heures.

Des lacrymos sont larguées d'hélicoptère. La salle d'accueil est mise à sac, des dossiers sont dérobés. Un début d'incendie abîme le local.

La presse locale est écœurante : elle minimise les faits et ne révèle rien sur les irrégularités de l'enquête.

« Les promesses n'engagent que ceux qui y croient »

(Charles Pasqua dans les années 1990)

Ils nous promettent tout rose,
Mais dès qu'ils sont élus,
Ce n'est plus la même chose
Ils nous tournent le cul.
(vieille chanson libertaire)

Les présidentielles de mai 1981 approchent. A une lettre du comité, Mitterrand répond qu'il ne fera pas la centrale contre l'avis des populations concernées, belges et françaises. Quilès déclare aux Ardennais : « Si vous ne voulez pas de centrale, votez pour nous ». De nombreux électeurs de la Pointe pensent alors que voter "socialiste" va permettre de stopper le projet de centrale… Dur sera le réveil !

Le 1er mai 1981, une marche antinucléaire relie Chooz à Givet ; La banderole de tête, tenue par des Calcéens, demande la levée des inculpations. La jonction se fait en cours de route avec un cortège belge parti de la frontière. Les vitrines d'un local EdF sont brisées et la maquette de la centrale qui y était exposée est réduite en morceaux. Officiellement, le comité réprouve cette action.

En mai, Mitterrand, candidat "socialiste" aux présidentielles, est élu. Les inculpés bénéficieront le moment venu de sa grâce présidentielle, mais le projet de centrale à Chooz n'est pas abandonné. Seul celui de Plogoff l'est

définitivement ; les autres projets en cours sont seulement gelés provisoirement en attendant de déterminer le mode de consultation des populations concernées.

À Reims, un local EdF est occupé ; puis le journal *L'Union* reçoit la visite des antinucléaires qui protestent contre le traitement de l'information sur Chooz, quasi systématiquement favorable aux autorités : EdF et État. Le correspondant de ce journal est tellement malhonnête qu'il a subi quelques désagréments de la part de Calcéen opposés à la centrale : pneus de sa voiture dégonflés, appareil photo "saisi" (il semble qu'il s'intéressait de trop près aux lanceurs de pierre…), etc…

Dans les Ardennes, le candidat-député du PS parlote sans s'engager pour finir par dire qu'il suivra les directives de son parti. EdF et le conseil général relancent le projet. Le préfet assure que la centrale se fera.

La deuxième grande fête antinucléaire se déroule à Chooz en juillet 1981. En octobre, les conseils municipaux des sites gelés [6] doivent se prononcer dans les dix jours pour dire oui ou non à la centrale. En cas de non, le conseil général doit se prononcer lui aussi ; et le gouvernement décidera en dernier ressort. C'est là la conception de la démocratie des "socialistes" au pouvoir. Les arguments – chantage à l'emploi et attrait de la grosse subvention (taxe professionnelle) – sont agités et font saliver certains élus locaux. Chooz vote contre. Le vote se fait aux conseils municipaux de 12 communes de Charnois et de Foisches, contre. La 13ème commune, Aubrives, décide de façon plus démocratique de faire voter l'ensemble de la population : celle-ci s'oppose majoritairement à la centrale avec 57% contre.

Le 24 octobre, une manifestation pacifique a lieu à Charleville. Des manifestants, minoritaires, occupent l'hôtel de ville de Mézières dont les murs sont graffités. Lors du retour vers la place Ducale, les vitrines de l'agence EdF de l'avenue Jaurès sont à nouveau brisées.

Une semaine plus tard, le dernier samedi d'octobre, une manifestation à Chooz se dirige vers l'ancienne centrale avec la ferme intention d'y pénétrer. Devant le refus de les laisser entrer, des manifestants découpent le grillage et investissent les pelouses devant la centrale. Décontenancées, car sans ordre précis, les forces de l'ordre assistent passivement au découpage du grillage. C'est une des rares fois en France où des antinucléaires réussissent à pénétrer sur un site nucléaire en fonctionnement. Après plus d'une heure, les pelouses sont évacuées suite à l'entrevue et à la remise d'un questionnaire au directeur de la SENA.

---

[6] Les sites gelés sont : Cattenom, Chooz, Civaux, Golfech, Le Pellerin. 64 conseils municipaux sont concernés par les « périmètres d'utilité publique » des cinq sites en attente. Les communes consultées se prononcent en majorité pour sur les trois premiers sites et contre sur les deux derniers.

Il lui est demandé de s'expliquer sur les "incidents" de 1967 et 1968 survenus à la centrale et de fournir des informations sur les leucémies et les cancers dans la région. Le directeur s'engage à répondre aux sujets qui le concernent…

L'information est poursuivie dans les villages belges alentour où les élus, députés compris, sont opposés à la nouvelle centrale. Parallèlement au Front commun ardennais et au Front d'action wallon qui ont tous deux une activité publique, un Front d'action antinucléaire franco-belge se crée pour agir en coordination de chaque côté de la frontière. Ce Front d'action gardera une existence semi-clandestine, non déclarée ; il va redonner du tonus à la lutte qui tend, sous l'influence de certains environnementalistes, à s'engager sur une voie strictement légaliste (recours administratifs et juridiques…).

Le 12 décembre 1981, le *Journal Officiel* publie le décret d'utilité publique de la nouvelle centrale de Chooz que vient de signer Mauroy, Premier ministre "socialiste".

Les derniers samedis du mois

Le Front d'action organise une manifestation le 12 décembre 1981. La marche partie de Givet arrive à Chooz puis continue sur l'ancienne centrale par le Petit Chooz. Les manifestants sont bloqués par un barrage des forces de l'ordre. Les affrontements durent une heure, mais la manifestation reflue sous les gaz. Un manifestant est sérieusement blesse au genou. Une autre tentative est faite pour gagner l'entrée principale par la rive gauche. En plus des flics habituels, deux canons à eau les attendent. La nuit tombe et les affrontements se poursuivent dans le village. L'éclairage public est coupé aux moments opportuns. Des renforts avec blindés traversent le village et sont assaillis au passage. Charges à la matraque et aux gaz contre pierres et cocktails Molotov barrages enflammés… Istace, le député PS, devait venir le lendemain rencontrer les opposants mais il se dégonfle. Le principe d'une manifestation chaque samedi de fin de mois est décidé par le Front d'action.

Le 13 décembre 1981 en Pologne, le coup de force militaire de Jaruzelski déclenche la répression contre la société civile en rébellion contre le régime post-stalinien dit "communiste". L'organisation *Solidarnosc* est interdite. La Pologne, les villes de lutte en particulier, est quadrillée par les forces militaires et policières. Dans les mois suivants, avec l'occupation inédite de la Pointe par les forces de répression, le parallèle sera vite fait entre les situations polonaise et ardennaise par les antinucléaires et les sidérurgistes de Vireux qui entrent en lutte. La Pointe un petit bout, un petit gout de Pologne dans le doux État "socialiste" français.

Trêve de Noël, sauf pour la, SENA qui connaît quelques pépins. Mais, comme d'habitude il n'y a pas de danger… « Dormez, braves gens, EdF veille pour vous. »

En janvier 1982, les réunions du Front commun se précipitent. EdF a acheté des terrains ; elle menace les récalcitrants d'expropriation et fait arpenter par des maitres-chiens les terrains qu'elle considère déjà comme siens.

Dernier samedi de janvier à Chooz, la manif part vers le site de la future centrale. Une foreuse est sabotée collectivement : elle est renversée par des manifestants et les organes les plus fragiles sont systématiquement détruits. Des affrontements ont lieu dans les prés aux environs d'une propriété achetée par EdF. Au cours d'une charge un antinucléaire belge, jeune syndicaliste de la FGTB, se retrouve isolé au milieu des "casqués". Tabassé et arrêté, il est emmené vers un car de flics. Les manifestants se replient sur le village pour tenter de le récupérer, les cars devant obligatoirement y repasser pour repartir. Plusieurs barrages sont érigés dans Chooz pour freiner voire arrêter le convoi des forces de l'ordre et leur prisonnier. Des essais de négociation pour le faire libérer n'aboutissent pas. Les cars tentent de forcer le passage mais des pierres et des cocktails Molotov les accueillent. Après des affrontements les cars réussissent enfin à passer. Le manifestant sera finalement libéré quelques heures plus tard à Givet.

Le Comité de Chooz présente un candidat antinucléaire pour les élections cantonales de mars 1982.

La répression brutale de Fumay, un tournant essentiel

Le dernier samedi de février, Chooz est totalement occupé par les forces de répression qui empêchent tout rassemblement dans le, village. Des antinucléaires de Chooz sont repérés et importunes : intrusions des flics dans les jardins, interdictions de circuler librement dans le village. Un car scolaire ramenant des lycéens de Givet est même stoppé à l'entrée de Chooz. Les jeunes occupants doivent en descendre : bus et cartables (!) sont fouillés.

L'État a sorti les grands moyens : 1 200 CRS et gardes mobiles dans la Pointe, quatre hélicoptères dont deux Pumas transporteurs de troupes deux blindés a roues, etc. C'est au carrefour de Ram, à 2 km de Chooz que se retrouvent les antinucléaires dont de nombreux Belges. Mais les accès vers Chooz sont bien bloqués. Très vite, des affrontements opposent les manifestants aux "casqués". Les blindés entrent en action ; balises et glissières de sécurité sont arrachées pour entraver leurs manœuvres. La manifestation, devant l'impossibilité de parvenir à Chooz, part vers Fumay en voitures. Là, elle prend à pied la direction de la caserne du PSIG, peloton de surveillance et d'intervention de la gendarmerie dont l'installation est due à la centrale. Au

quartier du Chamois, devant la caserne, quelques vitres d'appartements et des véhicules privés des gendarmes subissent des dégradations. Mais immédiatement un fort convoi de flics arrive par derrière.

Les premières grenades lacrymogènes sont lancées sur la manifestation. Dans ce quartier de HLM, la violence policière se déchaine ; la manifestation est disloquée par la brutalité de l'intervention des mobiles, d'autant plus que le terrain est mal connu des antinucléaires et la retraite vers les véhicules coupée. Des manifestants, isolés ou en groupes errent dans le quartier du Chamois et dans cette partie de Fumay quadrillés par prés de 500 flics. Quelques affrontements ont lieu à distance, d'autres au corps à corps. Le rapport de force est totalement déséquilibré entre 300 à 500 manifestants dispersés, dont certains ont déjà réussi à fuir le piège, et les centaines de gendarmes mobiles et les membres du PSIG.

Alors que la nuit tombe de véritables "ratonnades" se déchainent pendant de longues heures à Fumay : tabassages en série à coups de pied, de poing, de matraque, de crosse ; gazage à bout portant de manifestants arrêtés ; tabassages aussi dans les locaux du PSIG ; des "bleus" coupent les cheveux de personnes interpellées ; les véhicules des antinucléaires sont systématiquement saccagés ; des passants qui veulent s interposer sont molestés, matraqués… Un jeune manifestant ardennais est grièvement blessé aux jambes par une grenade offensive. Perdant son sang, se cachant dans les fourrés, il est transporté par un autre manifestant à l'hôpital de Fumay où il restera trois semaines. Quelque temps auparavant, il avait tenté de trouver du secours dans une maison, où on avait refusé de lui ouvrir… Mais dans l'ensemble, la population de Fumay est écœurée par la férocité des forces de répression : les portes s'ouvrent pour abriter dans les maisons jusqu'à une douzaine de manifestants ; des Fumaciens, voyant les scènes de tabassage en pleine rue, insultent les flics : « Nazis, SS » et sont eux-mêmes pris à partie… Les journalistes qui assistent à la répression sont empêchés de photographier et menacés violemment par les mobiles. Des pompiers venus porter secours à des manifestants blessés se font matraquer par les "bleus". Des manifestants arrêtés, après des tabassages très violents, sont largués des cars en rase-campagne après cassage des lunettes et taille des cheveux pour certains. C'est isolés et après bien des difficultés qu'une partie des antinucléaires réussit à se tirer de ce guêpier.

La barbarie policière d'un État "démocratique" n'a rien à envier à celle de Pologne ou du Salvador, dira le comité de Chooz. Seule l'impunité qui ne pouvait être totale retient les gendarmes mobiles et CRS d'aller plus loin…

Le bilan est lourd, outre les dizaines d'antinucléaires passés sérieusement à tabac (lèvres ou arcades sourcilières éclatées, yeux pochés, plaies au cuir chevelu, hématomes, etc.), six personnes ont dû être hospitalisées dont celle gravement blessée aux jambes. Une vingtaine de véhicules de manifestants et

quelques-uns de personnes étrangères à la manifestation ont été saccagés par les mobiles : certains sont hors d'usage.

Un habitant de Chooz est arrêté dans les suites de la manifestation. Le lundi matin, c'est un autre membre actif du comité de Chooz qui est arrêté. Tous les deux sont rapidement transférés à Châlons-sur-Marne pour éviter d'éventuelles tentatives de libération. Ce lundi 1 mars, une réunion et conférence de presse se tient à la Bourse du travail de Charleville pour dénoncer les violences policières de Fumay. Front Commun et Front Wallon dénoncent la répression féroce, la volonté des autorités d'en finir avec les manifestations à Chooz et ailleurs la complicité des gendarmes belges et français, leur refus d'enregistrer les plaintes, l'incarcération des deux Calcéens, le fait que les journalistes aient été empêchés de faire leur travail, etc.

Même *L'Ardennais* et *L'Union* d'habitude peu favorables aux antinucléaires, soulignent les débordements systématiques de la violence et de l'acharnement policiers. Les deux journaux évoquent les entraves à l'information et, pour un journaliste de *L'Union*, les menaces réitérées à son encontre.

Le préfet nie, se justifie, ment effrontément. Ses communiqués sont odieux. Son interview par la presse montre ce digne représentant de l'État comme l'égal d'un chef des Zomos (miliciens de l'État polonais) dans son cynisme et son mépris affiché de la vérité. Le gouvernement "socialiste" couvre par son mutisme et la répression policière de Fumay, et les mensonges du préfet. Pour ce dernier : « Je préfère être responsable d un trop que d'un pas assez ».

Des manifestants ont été sérieusement blessés par tabassage ou par l'explosion de grenades trafiquées avec des débris de métal et de plastique. Le Front Commun réunit des témoignages sur la répression de Fumay et publie une brochure intitulée *Le dossier noir de la police à Chooz*. La Fédération "socialiste" des Ardennes se refuse à « porter suspicion sur le gouvernement de "l'union de la gauche" » et à remettre en cause les décisions venues d'en haut. Sans ces "socialistes" une manifestation de 500 personnes se déroule à Charleville le 3 mars pour dénoncer les brutalités policières de Fumay et réclamer la libération des deux de Chooz. Au retour aux véhicules, comme souvent dans la Pointe, des manifestants retrouvent leurs pneus crevés.

Inculpés pour avoir participé à l'attaque contre le PSIG les deux Calcéens ont été choisis dans le but de casser la dynamique de lutte au village. Apres une semaine de détention et devant les contradictions des flics témoignant à charge, les deux sont libérés. Un d'eux avait été obligé de signer des déclarations inexactes après un tabassage au PSIG.

Au cours d'un meeting du PS, Mauroy vient à Charleville apporter son soutien pour les cantonales. Il est copieusement hué quand il ose encore parler de concertation et de dialogue : un fort groupe de Calcéens est dans la salle.

Pour lui, le grand débat sur le nucléaire promis par Mitterrand s'est fait sous la forme de deux journées de discussion à l'assemblée… et la vaste consultation populaire s'est fait au sein des conseils municipaux des communes françaises aux alentours des cinq sites gelés ! Quant à l'éventuelle consultation des populations belges directement concernées, on l'a oubliée… Avec l'emphase creuse qui lui est propre, le gras notable "socialiste" conclut sur l'arrivée prochaine du printemps. Une délégation d'habitants et du Front Commun a une courte entrevue avec lui où il fait montre de son paternalisme suffisant et donne des conseils de démocratie politicienne…

Les deux Calcéens sont toujours inculpés, ainsi que trois Revinois, et restent sous contrôle judiciaire.

La Chiers entre dans la danse

Les élections cantonales ont lieu en mars 1982. Dans quatre bureaux de la Pointe les urnes sont dérobées au cours d'actions commando d'ouvriers masqués. De l'huile de vidange est déversée à l'intérieur et les urnes sont déposées devant les grilles de la SENA à Chooz. Les ouvriers de la Chiers (usine de Vireux d'Usinor, groupe en restructuration depuis des années) entrent dans une phase plus dure contre les menaces de fermeture de l'usine.

A Chooz, où le scrutin s'est déroulé normalement, le candidat du comité arrive largement en tête : 41% des suffrages exprimés (mais seulement 15% dans le canton).

Pendant les jours suivants, la circulation est bloquée dans Vireux. C'est la première action de masse des ouvriers de la Chiers dans un conflit social qui va durer des années et renouer avec une vieille tradition ouvrière ardennaise l'action directe.

Dans la fin des années 1970, la sidérurgie française se restructure : modification des besoins en acier pour l'économie, importation de métal en provenance de pays au moindre cout salarial. C'est l'époque des émeutes de Denain, Longwy, Sedan et ailleurs. La restructuration n'atteint a SASC de Vireux (Société des Aciers Spéciaux de la Chiers, du groupe nationalisé Usinor) que quelques années plus tard. La rage de certains sidérurgistes est motivée par les reclassements proposés par Usinor et l'État : reclassement au rabais (sans rapport avec leur qualification) pour la construction de Chooz-B, reclassement ailleurs (Dunkerque, hors du département alors que certains avaient déjà dû tout quitter (famille, amis, maison, etc.) en Lorraine pour être précédemment reclassés à Vireux.

Le dépôt des urnes souillées indiquait le refus du reclassement à Chooz, il y avait aussi à la Chiers un groupe informel mais conséquent d'ouvriers

antinucléaires. Avec le vol des urnes s'esquisse lentement une convergence entre sidérurgistes et antinucleaires face à des adversaires communs.

Un des deux inculpé de Chooz passe en procès pour une affaire de rébellion antérieure à l'attaque du PSIG. Le contrôle répété est une technique d'usure des policiers à l'égard des antinucléaires les plus en vue. Ce Calcéen, aux fortes convictions antinucléaires, intervint lors du contrôle d'un automobiliste en lançant aux gendarmes : « Vous ne savez qu'emmerder les gens qui travaillent, les autres vous les laissez tranquilles ». Le tribunal le condamne à 500 francs d'amende avec sursis. Un autre Calcéen passe la semaine suivante pour refus de vérification d'identité. Devant le rétablissement des faits démontrant les tracasseries policières, le tribunal est aussi clément que pour le cas précèdent.

Fin mars la manifestation appelée par le Front d'Action part de Vireux vers Chooz. Les accrochages commencent au pont de Hierges. Désavantagés par un vent qui leur renvoie leurs propres gaz, les forces de l'ordre reculent de longs kilomètres jusqu'au carrefour de Chooz et Ham. Là comme le mois précédent, les choses restent bloquées et, dans l'impossibilité d'atteindre Chooz, la manifestation regagne Vireux, où devant la Chiers sur le pont du Viroin, des sidérurgistes ont dressé un barrage conséquent. Sur des affichettes décorant le barrage fait de lourds lingots d'acier : « Des emplois a la Chiers pas dans le nucléaire ». C'est la jonction entre lutte sociale et lutte contre Chooz-B : ouvriers et antinucléaires se mêlent, discutent, fraternisent. C'est ensemble qu'ils vont lutter au cours de la nuit contre le convoi de flics qui retourne sur Charleville. Blindés en tête, le convoi de 40 véhicules - cars, camions bâchés, fourgons, véhicules légers des gradés - réussit à passer après bien des difficultés : barrages, jets de pierre, de boulons, de cocktails…

En avril 1982, des militants de l'intersyndicale de la Chiers (CFDT, FO CGC) participent à des réunions du Comite calcéen et du Front commun. La CGT, pourtant majoritaire dans l'usine, est gênée aux entournures : elle ne participe pas a l'intersyndicale car elle privilégie les négociations globales au sommet. Quelle évolution par rapport au syndicalisme révolutionnaire et d'action directe de la CGT d'avant 1914 ! Et, comme le PCF, la CGT est pronucléaire ; outre les avantages financiers de la mainmise de la CGT sur le comité d'entreprise d'EdF, l'histoire d'amour entre nucléaristes et "communistes" remonte aux sympathies staliniennes de certains scientifiques atomistes français dans les années 1940 et 50. Fermons la parenthèse…

En fait, la jonction se fait naturellement car des sidérurgistes venaient a Chooz dès la première enquête par convictions antinucléaires. Même si les identités de vue ne sont pas totales - les sidérurgistes de l'intersyndicale ne sont pas, tous antinucléaires et les antinucléaires ne sont pas tous intéressés par le maintien de l'activité de la Chiers - il y a une forte entente (solidarité, détermination) et les deux luttes se lient de façon durable.

Occupation policière renforcée dans la Pointe

Le bouclage policier de la Pointe est de plus en plus dense et large à chaque samedi de fin de mois. Ces manifestations sont bien sûr interdites. Fin avril, partie de Doisches en Belgique, la manif parvient à la frontière entre Vaucelles et Hierges, village français. On s'affronte non loin du village. Le conseil municipal de Hierges a voté pour la centrale mais une bonne partie de la population exprime son refus de la présence des forces de répression. Aprés plusieurs tentatives de passer la frontière, les manifestants se dispersent en fin d'après-midi.

Dans les semaines suivantes à Vireux, les barrages devant la Chiers se succèdent, paralysant la Pointe. VV (Vireux Vivra : groupe clandestin de sidérurgistes) opère une série d'attentats matériels contre diverses cibles : un pylône électrique est plastiqué à Foisches début mai, des garages EdF incendiés à Revin en juin viennent s'ajouter a l'attentat contre le centre des impôts de Fumay en février et au sabotage de trois réémetteurs TDF de Vireux, Revin et Givet en avril. « Vireux vivra, Chooz sautera » devient le slogan commun des antinucléaires et de certains sidérurgistes. Une partie de la CGT de la Chiers restera pronucléaire jusqu'au bout en croyant que « le nucléaire créera des emplois ».

En mai 1982, la fête antinucléaire de Pentecôte rassemble plusieurs milliers de personnes à Chooz. En juin, un car venant en visite a Chooz est intercepté : ce sont des participants d'un congrès européen de producteurs d'électricité. La Chiers multiplie les actions. Mi-juin une manifestation de sidérurgistes met à sac le hall d'accueil de la centrale de Chooz-A. Fin juin, des travaux débutent à Chooz : la route d'accès au chantier de la future centrale s'élargit. Le 25 juin, un engin de chantier (une machine à enterrer les câbles de 600 000 Francs) est saboté. L'incendie de la machine est revendiqué par téléphone par « un des 64% », référence au référendum de 1979.

Le 26 juin, c'est la marche Chooz-Vireux appelée par l'intersyndicale de la S.A.S.C. et par le Front Commun. Après dislocation de la manifestation pacifique de 600 a 1 000 personnes, des affrontements très durs opposent les sidérurgistes et les antinucléaires, retranchés dans la Chiers, aux CRS et aux gardes mobiles. Des échanges nourris boulons et billes d'acier contre grenades lacrymogènes et déflagrantes se poursuivent pendant des heures. Au cours d'une action, sidérurgistes et antinucléaires empruntent un discret passage qui relie l'usine principale au bâtiment de parachèvement en passant sur le Viroin et sous la route de Najauge. Dans ce bâtiment après maints efforts, ils réussissent à pousser un grand wagon plate-forme à l'extérieur et l'immobilisent en travers de la chaussée pour bloquer les blindés qui manœuvrent plus loin. Un véhicule militaire, venu dépanner un blindé en difficulté, est stoppé par ce barrage imprévu. Ses occupants sont évacués et

protèges par des sidérurgistes. Le camion est lui rapidement incendié. Dans une cour éloignée, des lieux d'affrontement, une fillette de 5 ans est sérieusement blessée par une grenade tirée au hasard par les flics. L'exaspération causée par cette violence policière aveugle fait sortir un fusil pour tirer sur les flics. Il faut la force de persuasion, et le sang-froid de sidérurgistes et d'antinucléaires présents pour éviter l'escalade.

Des journalistes sont pris pour cible de tirs tendus de la part des "casqués", malgré leur brassard identifiant la presse. Plusieurs manifestants sont sérieusement blessés. Un Saint-Quentinois est blessé à plusieurs centaines de mètres des affrontements auxquels il ne participait pas. Une grenade déflagrante trafiquée probablement tirée d'un blindé, lui crible le dos de débris de zinc et lui abime un tympan. Inconscient, il est évacué par les pompiers à l'hôpital de Fumay où le personnel cachera sa présence aux flics venus faire la "tournée" des lieux de soins. Un habitant d'un village de la Pointe subit une grave fracture à la tête à cause d'un projectile lancé vraisemblablement par un manifestant imprudent. Les affrontements se terminent en début de soirée.

A Vireux les semaines se suivent : les sidérurgistes poursuivent la lutte (séquestration de cadres, du secrétaire général de préfecture ; V.V. continue ses attentats). Le 12 juillet 1982, après un rendez-vous manqué avec la direction à Revin, les sidérurgistes, accompagnés d'une partie de la population viroquoise, incendient le château de la Buchère. Cette résidence patronale, non loin de l'usine, avait été récemment évacuée par la direction à cause de la montée de la tension à Vireux. Cette moderne prise de la Bastille, symbole de la révolte des gueux contre la morgue patronale et gouvernementale, sera célébrée jusque sur les murs parisiens par des affiches. Viande à radiations ou bétail salarié qu'on licencie ou qu'on déplace au gré des restructurations, méprisés par les "décideurs" économiques et politiques comme par les pseudos-experts scientifiques et techniques, ces habitants de la Pointe font éclater leur colère. Ils expriment le refus d'être dépossédés de leur avenir : santé, cadre de vie, survie matérielle… A la violence larvée et quotidienne des rapports sociaux capitalistes (du salariat aux conditions de vie délétères), à la violence plus palpable de l'État qui protège et légitime ces rapports, répondent des éclairs trop peu nombreux de violence ouvrière et populaire.

Dans l'été, une péniche hollandaise partie de Rotterdam, remonte le cours de la Meuse en effectuant des prélèvements. Connus plusieurs mois après, les résultats des analyses confirment ce que des syndicalistes du nucléaire, des habitants et des scientifiques disaient depuis longtemps : Chooz-A est la centrale nucléaire la plus polluante de l'Europe occidentale. La SENA prétend que la centrale est en bon état. En fait, prototype de production de la filière PWR en France, Chooz-A est décrite jusque dans la sérieuse *Encyclopédie de l'écologie* des éditions Larousse comme sérieusement déglinguée. Des

décennies de mensonges et de mutisme occultent les conséquences sanitaires du fonctionnement de la SENA dont le bilan reste encore à faire.

Les travaux préliminaires pour le chantier de Chooz-B débutent : reprofilage de la Meuse et préparation de la plate-forme insubmersible. Les travaux de terrassement de la plate-forme sont tels qu'elle ne sera pas inondée lors des crues de 1993 et 1995, cependant l'amont subira cet effet de barrage. Ham sur Meuse se ressentira de l'inondation aggravée par le goulot d'étranglement que forment les remblais.

« A Vireux et à Gdansk, c'est la canaille… Eh bien, j'en suis ! »

(détournement d'une phrase d'un chant communard par un autocollant anonyme)

Les derniers samedis du mois continuent à Vireux, Chooz étant rendu inaccessible par le dispositif policier. Les affrontements contre les flics sont très violents avec des blessés de part et d'autre. Au cours de l'automne, on comprend mieux ce qui stimule la violence policière : des musettes de gardes mobiles ou de CRS sont trouvées par des manifestants, elles contiennent des boissons alcoolisées au fort parfum d'anis. Fin juillet, fin septembre, fin octobre… les manifestations de fin de mois se suivent : barrages a Vireux, dégagements par les forces de répression, attaques des convois policiers… Lors d'une de ces manifestations, des véhicules blindés de reconnaissance dégagent les barrages à Vireux et signalent comme libre le passage au reste du convoi policier. Dans l'intervalle cependant, un barrage de grumes est refait par les manifestants et stoppe pendant de longues minutes les cars, camions bâchés et véhicules légers des gradés en plein Vireux. Le convoi arrêté est assailli de toutes parts. Depuis la cour d'une école, des sidérurgistes envoient sur les flics des grenades lacrymos récupérées intactes lors de précédents affrontements. L'éclairage public a été coupé au moment opportun et c'est dans le noir que les flics répliquent : ils ignorent la présence d'un grillage qui leur renvoie leurs projectiles, grenades déflagrantes et lacrymos. Dans les cars et les camions bâchés, c'est la panique ; asphyxiés et assourdis, les flics goûtent leur camelote. A l'arrière, le convoi est assailli à coups de pierre et de cocktails incendiaires. Finalement et non sans mal, le convoi réussit à se dégager du piège.

La montée du degré de violence dans les manifestations éloigne certaines personnes et en attire d'autres. Des participants aux manifestations viennent de loin, notamment de Paris ou d'ailleurs. Des sidérurgistes et des antinucléaires, se sentent, parfois dépossédés de leur lutte par des manifestants qui recherchent l'affrontement pour lui-même. Même si cette violence provient d'une révolte légitime, certaines personnes viennent faire du tourisme-baston dans la Pointe en étant indifférents au contexte local : des

« éléments incontrolés » comme disent les journalistes par goût de la sensation ou de prétendus “autonomes” en mal d’occasion de confrontation, jusqu’à quelques nazillons belges en mission d’entraînement. Cependant que d’autres plus sincèrement solidaires viennent faire un tour dans les Ardennes l’espace d’un court week-end mensuel… Cette présence extérieure de plus en plus voyante (d’autant plus que certains viennent pour être vus, satisfaisant ainsi leur narcissisme pseudo-radical), avec ses attitudes de touriste balourd (avec bob et bermuda ou avec cagoule et fronde, un touriste reste un touriste), fragilise la lutte. Les journalistes locaux exploitent le filon pour fausser la perception des violences.

A Chooz, les travaux d’élargissement du chemin départemental débouchent sur les routes d’accès au chantier. Ces travaux ont commencé dans l’irrégularité la plus complète, sans l’accord des, propriétaires riverains. L’enquête d’utilité publique est faite après coup. Comme souvent l’État n’hésite pas à violer ses propres règles quand il s’agit d’imposer le fait accompli dans le but de briser les énergies de la lutte. Face à ce commencement des travaux, des dissensions apparaissent au niveau du Comite calcéen. Un sentiment de résignation et d’impuissance allié à la répression et à des pressions constantes, font faiblir quelques-uns.

L’action directe se poursuit. Un convoi exceptionnel, une grue a destination du chantier, est incendié près de Rethel. Une clôture provisoire autour du chantier de Chooz-B est arrachée sur plusieurs centaines de mètres.

En octobre, la CNAN (Coordination Nationale AntiNucléaire, qui regroupe plusieurs luttes de sites) se réunit à Chooz.

Le, 25 octobre, à l’appel du Front commun, une quarantaine d’antinucléaires occupent quelques heures la DDASS (direction départementale des affaires sanitaires et sociales) à Charleville. Les occupants réclament une enquête sur la santé dans la Pointe et l’accès pour des travailleurs contaminés à leurs dossiers médicaux, accès qu’on leur refuse.

De leur côté, les autorités promettent un “Métro-Meuse” reliant Sedan à Givet. Jamais réalisé, ce gadget fera long feu avec les atteintes qui se succéderont : fermeture de gares, suppression d’arrêts - celui de Chooz en particulier - et lente dégradation de la fréquence sur cette ligne secondaire.

Le 30 octobre, *Radio la Pointe* est lancée en remplacement de la radio *Chooz qui peut* qui émettait épisodiquement. Un nouveau journal est crée, lui aussi intitulé *La Pointe* et sous-titré *mensuel issu de la résistance des Ardennais de la Pointe*, allusion ironique à la presse locale. Ces deux nouveaux moyens d’information sont des outils des deux luttes, antinucléaire et sidérurgiste. Une manifestation-caravane d’information parcourt la Pointe. Le soir, sidérurgistes et antinucléaires se retrouvent a Vireux pour affronter les flics

jusqu'au matin. Deux sidérurgistes sont arrêtés et tabassés. L'intersyndicale exige leur libération qui aura lieu le lendemain matin.

Le premier samedi de novembre, c'est la première petite fête qui se déroule à la salle des fêtes de Chooz. Elle rassemble 200 personnes dont certaines s'étaient éloignées de la lutte à cause de l'escalade de la violence. C'est l'occasion de discuter, de s'informer et de réfléchir dans un contexte moins agité que les derniers samedis du mois.

Le 10 novembre, une pelleteuse d'Urano (entreprise ardennaise de travaux publics participant au chantier de Chooz-B) est détruite à Villers-le-Tourneur par une bombe incendiaire artisanale. Le même dispositif effectué également sur une niveleuse, ne fonctionne pas.

Un rassemblement antinucléaire a lieu devant les gendarmeries de Revin et de Givet en soutien aux inculpés. Ils obtiennent l'élargissement de leur contrôle judiciaire.

Le jour de la Foire aux oignons, le 11 novembre, une manifestation silencieuse parcourt Givet. Les manifestants sont en linceul et masqués de blanc ; à leur tête, une banderole avec seulement « Chooz » en lettres de sang.

Courant décembre 1982, un antinucléaire travaillant aux Télécom découvre que le porte-parole du Front commun était placé sur écoute téléphonique illégale - non décidée par une autorité judiciaire. Il parait probable que d'autres antinucléaires étaient aussi illégalement écoutés, notamment les plus actifs des Calcéens… Ce que dément bien sûr la préfecture.

L'essoufflement et le déclin de la lutte

Le 12 décembre 1982, le conseiller général élu en mars étant décédé, on revote dans la Pointe. Le candidat sidérurgiste et antinucléaire perd quelques voix par rapport à mars mais gagne en pourcentage (15%) du fait de l'abstention. Globalement, ce candidat progresse dans les villages ouvriers (Vireux, Aubrives) au détriment des candidats PCF et PS, talonne la droite à Chooz mais perd dans la petite ville cossue de Givet. Le candidat de droite est élu ; le candidat "socialiste" qui s'était distingué dans la calomnie à l'égard des antinucléaires arrive en dernière position.

En janvier 1983, une seconde petite fête se déroule à Chooz. À la fin janvier, 60 personnes seulement sont là pour manifester à Givet. Il y a certes les habituels filtrages des flics et des douaniers sur les frontières et dans la Pointe ; mais la lassitude, l'usure face à la répression et à la violence, le sentiment d'impuissance face au commencement des travaux ont découragé beaucoup de monde. De plus, cette manifestation pacifique avait été interdite par le préfet. Dans le cadre de l'occupation militaire de la Pointe, la radio de la lutte est brouillée par les autorités.

Le mois suivant, il n'y a que quelques dizaines de personnes à manifester à Rocroi. Elles sont encadrées par les flics casqués et finalement bloquées sur la route de Revin.

Aux municipales à Chooz, la liste antinucléaire arrive derrière la liste pronucléaire qui est entièrement élue au second tour. Amère défaite pour les antinucléaires locaux, la population Calcéenne semble avoir accepté la fatalité de la construction de Chooz-B et a voté dans ce sens.

Fin mars, un dernier regroupement d'une cinquantaine de manifestants distribue des tracts à Revin. A Vireux, quelques petits accrochages entre les flics et un petit nombre de manifestants se terminent en début de soirée.

La démobilisation des antinucléaires s'accélère. La quatrième fête antinucléaire de la Pentecôte se tient tout de même à Chooz. Elle attire 3 000 à 4 000 personnes. Depuis plusieurs mois, l'union dans la lutte entre sidérurgistes et antinucléaires s'effilochait. La négociation d'un plan social par l'intersyndicale a éloigné de nombreux sidérurgistes de la lutte aux côtés des antinucléaires.

Pendant quelques mois jusqu'à l'automne 1984, les sidérurgistes se remobiliseront pour garantir le plan social obtenu et rappeler les engagements des pouvoirs publics quant à une réindustrialisation de la Pointe. Mais leur combat est désormais coupé d'une lutte antinucléaire en fort déclin : en cette Pentecôte 1983, les ouvriers de la Chiers n'ont pas pris la peine de faire un stand à la fête de Chooz.

Le 1er octobre 1983, 250 personnes participent à une manifestation antinucléaire à Charleville.

Au cours de l'automne, des sidérurgistes et des antinucléaires viennent soutenir à Charleville des ouvriers de la Chiers qui passent en procès. Le verdict tombe une semaine plus tard : deux mois de prison avec sursis pour une banale histoire de lance-pierres.

Début décembre 1983, une dernière réunion du Front Commun se tient à Chooz : rien n'est décidé, chacun sent la lutte se terminer. Peu de Calcéens sont présents. La résignation se renforce tandis qu'EdF colonise le village : avancement du chantier et achat de maisons du village sous couvert de réhabilitation.

En août 1984, le comité de Chooz s'auto-dissout.

L'après-lutte et la construction de Chooz-B

Le chantier des deux nouveaux réacteurs, Chooz-B1 et Chooz-B2, se poursuit. L'avancement des travaux entraîne la résignation chez les antinucléaires de Chooz. Des pronucléaires ont le triomphalisme plus ou

moins discret. L'amertume des uns, l'impudeur d'autres alourdissent parfois les rapports humains dans le village. Des brouilles tenaces s'installent. Certains s'évitent, ne se parlent plus. D'autres se renferment…

À l'occasion d'un anniversaire de l'accident de Tchernobyl, une manifestation se déroule à proximité de Chooz. Mais la défaite est amère pour les antinucléaires ardennais.

Aujourd'hui, certains restent fermes dans leurs convictions antinucléaires. D'autres ont évolué, qui en rejoignant le PS, qui en participant à la CLI (Commission Local d'Information de Chooz-B) au nom de l'emploi dans la Pointe, qui en militant au Front National…

Après bien des retards, les deux nouveaux réacteurs sont achevés et fonctionnent…quand ils ne sont pas en panne comme en ce moment, mai 1998. Prototypes d'un même genre de réacteurs vendus à la Chine (Daya Bay), ces produits de la technologie française de pointe connaissent quelques problèmes. Les derniers en date portent sur la partie non-nucléaire des installations : faiblesse des ailettes de turbine. L'arrêt des deux tranches est prolongé pour vérifier qu'il n'y a pas, comme à Civaux, de fissures dans des circuits de refroidissement. Quand tout est "normal", les tours de refroidissement gigantesques envoient leur panache de vapeur d'eau en l'air, tandis que, plus discrètement, les rejets autorisés déversent leur part de radioactivité artificielle dans la Meuse.

La vieille centrale est arrêtée depuis 1991. Elle sert d'expérience grandeur nature pour le démantèlement d'un réacteur de production qui va s'étaler sur de longues décennies. Peut-on soupçonner une évacuation discrète par l'eau pour se débarrasser à bon compte d'une part de la radioactivité résiduelle, comme c'est le cas à Brennilis [7] ?

La démocratie nucléaire fonctionne à merveille. EdF reçoit le soutien de la presse et des politiciens locaux éblouis par ces fabuleuses prouesses et la pleine maîtrise (!) de la technologie nucléaire française. Aucun sens critique, aucun doute ne viennent perturber cette sereine confiance. Certains en rajoutent même une louche, tel l'ex-député Mathot qui souhaitait la construction de deux réacteurs supplémentaires à Chooz pour soutenir l'emploi…Les subventions et les produits de la taxe professionnelle pleuvent sur les communes du district de Chooz. La mairesse de Chooz se flattait de pouvoir faire recouvrir tous les trottoirs de la commune par du marbre…si elle le voulait. Le village va être entièrement "numérisé". Les clubs de jeunes s'équipent en ordinateurs, s'abonnent à l'Internet. Il faut bien occuper les esprits et, surtout, dépenser cette manne financière.

[7] Centrale prototype dans les Monts d'Arrée (Bretagne) également en phase de démantèlement. Elle est la source d'une importante pollution radioactive d'un cours d'eau local.

En guise de conclusion

Quinze ans après les faits, il est toujours plus facile d'avoir une vue d'ensemble de la lutte. Quels furent les éléments dynamisants qui firent s'étaler la lutte sur de longues années ? Pouvait-on avoir un espoir raisonnable de mettre en échec le projet de la nouvelle centrale ? Si oui, quels éléments ont contribués à aboutir à une défaite ? Que peut transmettre d'utile la lutte de Chooz à d'autres luttes qu'elles soient antinucléaires ou plus généralement des luttes de terrain contre telle ou telle nuisance ?

Une part de la dynamique des luttes de Chooz et Vireux fut l'attachement à l'Ardenne et à un mode de vie particulier, celui de la vallée de la Meuse : proximité de la forêt (affouage, promenade, chasse, cueillettes,…), la vie villageoise, la beauté du paysage, etc. Dans l'apport des ouvriers calcéens à la lutte antinucléaire et dans la détermination des sidérurgistes de la Chiers, un rôle important fut joué par les traditions fortes de combativité ouvrière imprégnée d'action directe ; le syndicalisme révolutionnaire de la CGT était très présent dans les Ardennes avant 1914 (voir les brochures 1, 2 et 4 de *La question sociale*). La lutte de la Chiers n'est d'ailleurs abordée ici que par ses points de contact avec la lutte de Chooz, elle fut plus intense, longue et multiforme…

Si les deux luttes se rencontrèrent, ce ne fut pas une fusion des aspects antinucléaire et social de la critique anticapitaliste mais une alliance pratique où chacun pensait profitable la présence de l'autre. La convergence se faisait aussi sur le commun constat de dépossession (la condition de salarié qu'on déplace ou licencie au gré « des nécessités économiques », le mépris de la population dont on menace la santé ou dégrade l'environnement au nom des impératifs de cette même économie) et le sentiment des trahisons subies (où la crapulerie “socialiste” a atteint des sommets). Faire monter les enchères pour les sidérurgistes, retrouver un terrain d'action – Chooz étant devenu inaccessible – pour les antinucléaires, s'unir face à l'occupation et aux violences policières, les uns et les autres ne se cachaient pas que si l'effet de synergie profitait aux deux parties, leur propre but importait en dernier ressort. Les choses furent honnêtement dites. Cependant, des ouvriers antinucléaires luttaient avec autant de motivation et contre Chooz-B, et dans le combat de la Chiers ; et des militants extérieurs, des libertaires rémois par exemple, tentaient de tisser des liens plus solides entre les deux luttes.

En 1981, et avant, le lobby nucléaire en France a suffisamment influencé les politiciens et la représentation politique nationale (les pseudos-socialistes arrivés aux affaires) pour que le programme électronucléaire entamé sous Giscard se poursuive coûte que coûte, quitte à lâcher quelques miettes. Le reniement des promesses ne pouvant être total, le projet de Plogoff, lutte devenue symbolique, fut abandonné. Le vaste débat et le référendum promis

par Mitterrand firent place à un simulacre sous la forme de deux journées de débat parlementaire. L'apparence du rituel démocratique était sauvée : emballez, c'est pesé ! Des autres sites gelés, seul le projet du Pellerin n'aboutira pas. Ailleurs, la manne financière des subventions et taxes professionnelles ou le culte du progrès et du productivisme convainquirent la majorité des conseils municipaux, généraux et régionaux consultés. En vertu du centralisme démocratique, notion chère à d'autres, les choses étaient bien bouclées car en cas de refus on passait aux échelons supérieurs jusqu'au gouvernement qui déciderait en définitive. Pour faire respecter les "choix démocratiques" de construire les centrales, l'État mit en œuvre d'importants moyens policiers et militaires. La propagande d'EdF et le parti pris pronucléaire de nombreux médias locaux aidèrent à convaincre les plus tièdes. Dans les Ardennes, l'alliance politico-syndical-économique pour Chooz-B rassemblait le patronat local, le PCF, le PS, la droite, la CGT, FO et la presse locale. A posteriori, les chances pour une lutte locale d'aboutir à un recul de l'État semblaient bien minces.

Divers éléments ont accéléré le déclin de la lutte plus qu'ils ne l'ont déterminé. Entre le référendum de 1979 (64% d'opposants, plus de la moitié des inscrits), les cantonales de mars 1982 où le candidat antinucléaire arrive largement en tête à Chooz (mais avec 41% des suffrages) et les municipales de 1983 qui donnent la victoire à la liste du maire pronucléaire, une partie de la population calcéenne s'est résignée à la construction de Chooz-B. Les causes en sont multiples. Avec la SENA, EdF a pu encourager l'installation de nouveaux habitants à Chooz.

Le commencement des travaux, politique de fait accompli d'EdF et de l'État, a poussé les habitants à donner le pouvoir à ceux qui leur semblaient les plus aptes à gérer cette "fatalité" et à en tirer les meilleures compensations. Les opposants les plus tenaces furent en butte à une répression policière et judiciaire continue. L'occupation périodique du village par d'importantes forces de répression et le climat de plus en plus aigri entre pro et antinucléaires effrayèrent et détournèrent les opposants les moins actifs.

Enfin, grâce aux médias locaux et aux manipulations calomnieuses des politiciens (jusqu'à Stévenin du PS de Givet ou le PCF ardennais dénonçant l'influence néo-nazie dans la lutte antinucléaire !), la violence servit de repoussoir pour certains. Ce n'est pas tant le niveau de violence lui-même qui posa question, car la violence des antinucléaires et des sidérurgistes fut parfois très intense et bien acceptée, mais le fait que la violence mise en œuvre paraisse échapper aux locaux au moment de la lutte ou certaines personnes venaient dans les Ardennes principalement pour la baston. Alors que les initiatives extérieures devraient rester en liaison avec les gens luttant localement, la violence aux illusions radicales des prétendus autonomes

trouvait là un terrain de jeu et aboutissait à accroître le sentiment de dépossession qu'éprouvaient les opposants locaux vis à vis de leur lutte. Quand il était manifeste qu'au niveau de la violence, l'État se donnait les capacités d'avoir le dernier mot, l'opposition à Chooz-B a changé tardivement de terrain pour réembrayer sur des activités pacifiques d'information. Était-ce encore le temps pour ces activités ? Pouvait-on ouvrir d'autres pistes ? Par exemple, un mouvement de désobéissance civile pouvait-il être efficace à Chooz dans la mesure où une partie de l'opposition antinucléaire était toujours restée passive et où EdF, du fait de l'existence de Chooz-A, "contrôlait" une partie de la population ?

Dans les Ardennes, particulièrement dans la Pointe, le chômage était supérieur à la moyenne nationale. Cependant, l'acceptation du débat sur le terrain de l'emploi ne pouvait aboutir qu'à des amorces de solutions bancales pour les antinucléaires. Car depuis des décennies, se ressent dans la société l'absence d'une alternative globale et crédible (portée de façon dynamique par une fraction suffisamment forte de la société) à opposer à l'économie capitaliste. Affaiblie par cette absence, l'argumentation sur l'activité économique ne pouvait être que partielle. Elle se trouvait tiraillée entre, d'une part, l'acceptation forcée du cadre capitaliste (la nécessité d'une survie matérielle passant par le salariat et, plus généralement, pat le développement d'activités soumises aux critères économiques existants) et d'autre part, les désirs confus de la vie elle-même : épanouissement des individus dans le cadre d'une société libérée des rapports capitalistes-marchands. Et la question se pose toujours plus fortement dans les luttes actuelles contre les nuisances de répondre à des inquiétudes et à des nécessités immédiates – pouvoir vivre au pays – sans tomber dans l'impasse d'une argumentation sur l'emploi. Avec la puissance actuelle du contrôle idéologique, il est difficile, mais cependant essentiel de faire passer la critique de tel aspect de la démence capitaliste vers une critique globale du système économique qui l'engendre. Et démasquer l'économie, c'est aussi démasquer ses pauvres justifications, et d'abord le misérable bonheur conforme qu'on nous impose à coup de marchandises. Face à l'accumulation des désastres, il paraît vital d'ancrer ces luttes dans le cadre d'une émancipation de l'humanité contre la fatalité économique et ses hiérarchies irresponsables dans le but de sauver la pérennité des bases biologiques de la vie terrestre.

L'exergue du bulletin du comité de Chooz reste vraie. Face au nucléaire et au reste, aujourd'hui comme hier :

Nos résignations quotidiennes forgent les cages de demain.

Ardennes, mai 1998.

Avant les luttes contre Chooz-B

Un peu de technique avec Chooz-A
Un peu d'histoire

La centrale de Chooz-A est le premier réacteur européen à eau sous pression (REP ou PWR en anglais). Il a été mis en service en 1966 et arrêté en 1991. Ce réacteur prototype était exploité par EDF et un groupement d'électriciens belges au sein de la Société d'énergie nucléaire franco belge des Ardennes (SENA). Il fournissait 305 MW de puissance électrique. C'est également le premier REP à utiliser du combustible enrichi au plutonium (MOX) à titre expérimental dès 1974.

Peu après son démarrage en 1966, une des quatre pompes primaires s'est bloquée suite à la rupture de plusieurs vis provoquée par des vibrations. Il s'agissait de vis de fixation des "labyrinthes" assurant l'étanchéité de la pompe.

En janvier 1967, il y a eu l'incendie d'un écran neutronique de la cuve du réacteur.

Puis en décembre de la même année, il est question de la « destruction des structures internes du réacteur » (prévision d'au moins un an d'arrêt pour réparer) dans un rapport EdF. L'incident doit avoir une certaine importance pour nécessiter au moins un an de réparation.

La centrale ayant quand même redémarré en janvier (1968), EdF indique dans un autre rapport que « des détériorations importantes sur les structures internes sont apparues en début février » (prévision d'environ deux ans de travaux sur du matériel fortement irradié). Mais que s'est-il donc passé dans cette centrale ?

En décembre 1967, EdF avait identifié la destruction des structures internes du réacteur, et il y avait eu le blocage d'une barre de contrôle (le 20 décembre 1967). Malgré cela, le réacteur a redémarré en janvier 1968 et il y a eu le blocage d'une deuxième barre de contrôle (le 30 janvier 1968).

Le réacteur est alors déchargé et expertisé, et on se rend compte que la quasi-totalité des assemblages combustibles retiennent des corps étrangers (débris métalliques). Le tiers des assemblages présente des traces de contacts avec les barres de contrôle. Un tube constituant l'un des assemblages a été écrasé par une barre de contrôle provoquant une sérieuse rupture de gaine qui contamine tout le circuit primaire. Des débris métalliques sont également découverts dans les boîtes à eau des quatre générateurs de vapeur (GV) et dans les tuyauteries du circuit primaire. Les dégâts occasionnés par le martelage des débris métalliques sur deux des quatre GV très importants. Lors des réparations, un programme d'enlèvement des débris sera mis en place pour éviter d'autres blocages de barres de contrôle et des ruptures de gaine par usure.

Après déchargement du combustible, on constate :

- que 40 des 80 vis d'assemblage des viroles support du cœur sont cassées ;

- une usure et déplacement de l'écran thermique ;

- la rupture de tirants de la plaque supportant le cœur.

Lors des réparations, une parade est envisagée afin de limiter la descente du cœur…

De plus, de nombreuses vis sont retrouvées cassées ou desserrées sur les "labyrinthes" (étanchéité) de toutes les pompes primaires. Problème pourtant mis en évidence en 1966…

La centrale de Chooz-A redémarrera en 1970 après plus de deux ans de réparation.

Annexes

Annexe 1

Extrait d'un tract du comité calcéen diffusé en mars 1981

Nucléaire = emploi?
Mon œil !!! Non au chantage

Tout cela nous tombe dessus en pleine crise, quand la panique du chômage fait perdre la tête et permet au pouvoir de justifier le racisme, le chauvinisme le plus borné, le blocage des salaires, le renvoi des femmes au foyer, et même de temps en temps un petit cocorico guerrier. Et les têtes fragiles entonnent en chœur le refrain bien connu : « Au nom de l'emploi, n'importe quoi ! » Il ne faut pourtant pas réfléchir très longtemps pour comprendre que derrière les centrales se profilent les usines robotisées, les bureaux informatisés, les hypermarchés à caisse automatique, les HLM préfabriqués en série et les élevages en batterie ; un monde uniformisé capable de fonctionner justement avec un minimum d'emplois, donc une petite minorité très qualifiée, formée à un niveau multinational (donc étrangère à la région) et d'autre part une armée d'exécutants subalternes soumis et sous-payés, vu la concurrence d'un chômage massif que nul ne songerait plus à résorber…

Par contre, si on se soucie sérieusement de l'avenir du travail et des travailleurs, on ne se contente pas d'applaudir aux réactions du capitalisme, on se bat pour autre chose. Un programme conséquent d'économies énergétiques (isolation des bâtiments, transports collectifs, ateliers d'entretien des véhicules et des appareils plutôt que de les envoyer à la casse après trois ans, pompes à chaleur, etc.) et de production d'énergies à partir des ressources locales (petites turbines aux barrages d'écluses exploitation et entretien des ressources forestières, grandes éoliennes sur les crêtes, méthanisation des déchets organiques, eau chaude solaire, etc.) permettrait à dépense égale de créer bien plus d'emplois en utilisant une main d'œuvre locale avec des qualifications variées et abondantes (maçons, mécaniciens, électriciens, plombiers, forestiers, etc.).

Evidemment, cela suppose de l'intelligence et le courage de s'opposer aux projets industriels du grand patronat.

Annexe 2

Des chansons de la lutte

On a été bernés

(*parole et musique de J. Parent de Chooz*)

De soi-disant Messieurs nous avaient promis
Il y a quinze ans pour égayer nos vies
Une centrale atomique avec toutes ses bontés
Travail, industrie et bien-être à volonté...

Refrain
Et avec ça, Messieurs, vous nous avez trompés
Et avec ça, braves gens, on a été bernés!
Car ce n'est pas ça qu'a retenu l'industrie
La soie va fermer, la Chiers a des ennuis
De l'électricité la centrale en fournit
Mais depuis quinze ans, c'est pas ça qui nous enrichit.

Refrain
A peine démarrée la voilà arrêtée
Un pépin, une broutille le réacteur était penché
Quatre cent tonnes de ferraille, il a fallu pour le redresser
Vous qui prévoyez tout vous n'y aviez même pas pensé.

Refrain
Ce n'est que dix ans plus tard que nous l'avons appris
Au hasard d une rencontre, au hasard d une causerie
En nettoyant le réacteur par une erreur de tuyauterie
Dans le courant de la Meuse ils ont rejeté leurs saloperies

Refrain
C'est quatre nouvelles centrales maintenant qu'ils
veulent nous imposer
Nucléaire, non merci, on a déjà donné.
Aujourd'hui villageois, ouvriers, paysans
Tiendront tête aux experts soi-disant compétents.
Braves couillons qu'on était, on s'laissera plus berner
L'ignorance c'est fini, vous n'pourrez plus en profiter !

Défendons-nous

(Le refrain est fait d'un chant antinucléaire international qui existe en allemand, anglais et flamand – et peut-être aussi en d'autres langues – auquel les musiciens du GAM de Charleroi ont ajouté des couplets spécifiques à l'Ardenne,)

Aujourd'hui, c'est pour l'Ardenne
Qu'ils préparent leur béton,
Mais les Ardennais apprennent
Les manières des Bretons.

Refrain
Défendons-nous faisons résistance
Contre les centrales dans toutes les régions,
Serrons-nous les coudes!
Serrons-nous les coudes!

Les sangliers sont paisibles
Tant qu'on ne les embête pas
Mais ils deviennent terribles
Quand on veut les mettre au pas.

Refrain
Et ce sera plus facile
De faire sauter les camions
Que de trouver une rime
Pour finir cette chanson !

Le nucléaire créera des emplois

Le nucléaire créera des emplois
Dans les cimetières, on aura besoin de bras
Le nucléaire créera des emplois
Dans les cimetières et les commissariats !

<u>Annexe 3</u>

Réponse du candidat Mitterrand au courrier envoyé par une personne mandatée par le comité calcéen.

François Mitterrand Paris, le 21 avril 1981

Monsieur,

J'ai bien reçu votre lettre et vous remercie très vivement de la confiance que vous voulez bien me témoigner.

Ce qui s'est passé à Chooz l'année dernière, relaté dans votre lettre, montre que comme à Plogoff, comme à Golfech, le Président de la République sortant et son Gouvernement font fi de toute démocratie quand il s'agit d'imposer leur programme nucléaire.

Je crois au contraire que sur ce sujet un vaste débat doit avoir lieu : enfin informé, les Français pourront se prononcer par referendum. L'organisation de ce vaste débat démocratique sera largement facilité par l'adoption de notre proposition de loi créant des Agences Régionales et Nationales d'information nucléaire., ainsi que celle tendant au développement de la vie associative et donnant aux associations des droits nouveaux et élargis.

Vous le savez, il n'existe pas en France de loi cadre nucléaire. Si je suis élu Président de la République, je demanderais au Gouvernement de soumettre au Parlement une telle loi qui devra définir, entre autres, les prérogatives des Assemblées locales et nationales, et les conditions de contrôle des choix par les citoyens et les élus.

Je me suis engagé à ne pas ouvrir de nouveaux chantiers de centrale nucléaire, en particulier à Chooz, avant que ce débat national ne soit conclu, et les conditions de la démocratie réunies.

Mais le site de Chooz est frontalier et la démocratie doit s'étendre à tous les habitants de la région touchés par ce projet de centrale. Aussi, mon ami Jean Oehler, Parlementaire Européen, a-t-il fait adopter par l'Assemblée de Strasbourg un amendement précisant que l'ensemble des populations frontalières doivent être associées aux choix des sites nucléaires. Je ne manquerais pas d'agir dans le sens de cet amendement.

Je vous prie de croire, Monsieur, à l'assurance de mes sentiments les meilleurs.

François Mitterrand

Annexe 4

Florilège de quelques déclarations à propos de Chooz-B (et du nucléaire)

« Les centrales nucléaires ne seront pas imposées aux populations qui les refusent » Giscard, candidat à la présidence – avril 1974.

« De gré ou de force, la centrale de Chooz se fera. » Lavigne, préfet des Ardennes de Giscard – déclaration en 1980 après l'enquête d'utilité publique agitée et le référendum de 1979.

René Visse, PCF, reproche aux élus socialistes du conseil général leur non-dénonciation des « agissements irresponsables des antinucléaires » : « Il nous appartient de mener un combat contre ces agissements car, pour nous, la réponse est claire : c'est oui au nucléaire. » – mai 1980.

Le comité Calcéen proteste contre le revirement de Visse qui, lors d'une réunion publique à Chooz le 6 décembre 1978, avait demandé en substance aux habitants de la localité de le soutenir dans son action contre l'implantation de cette centrale.

Paul Quilès, responsable socialiste national, déclare que si le PS gagne les présidentielles : « Chooz, comme Plogoff, ne démarrera pas » – juin 1980 ; « Si vous ne voulez pas de centrale nucléaire, votez pour nous. »

Bachy, fédération des Ardennes du PS, déclare en juin 1980 que quel que soit le résultat de l'enquête d'utilité publique, l'action doit se poursuivre pour empêcher la construction de la centrale.

Mai 1981 : Mitterrand élu président de la République ; juin 1981 : les socialistes sont majoritaires à l'Assemblée nationale. Décembre 1981, Mauroy, Premier ministre, signe la déclaration d'utilité publique pour la construction de Chooz-B. Quelques jours plus tard, quelques cocktails Molotov sont lancés contres les locaux de la Fédération PS à Charleville.

La lutte reprend avec vigueur. Mauroy, Premier ministre PS : « Un petit village des Ardennes n'arrêtera pas la marche de la France. »

Alain Tournafol, secrétaire de l'union départementale FO des Ardennes, se déclare en octobre 1981 nettement en faveur de la construction d'une deuxième centrale nucléaire à Chooz, à même d'assurer l'indépendance énergétique de la région et de lui procurer quelques-uns des emplois dont elle a besoin.

En novembre 1981, au congrès extraordinaire de l'union départemental CGT des Ardennes : « La nouvelle centrale constitue un ballon d'oxygène [pour l'emploi, mais il est évident que nous ne nous ne contenterons pas de ça. » Pour la sécurité des futures installations, la CGT fait confiance au Comité d'hygiène et de sécurité c'est-à-dire aux représentants des employeurs et des salariés.

Annexe 5

La lutte de Chooz vue par la presse locale

Dès son premier numéro de juillet-août 1980, le bulletin du comité calcéen *Point-Chooz* dénonce le traitement de l'information par la presse locale. Aujourd'hui d'un même contenu sous deux titres les quotidiens *L'Union* et *L'Ardennais* étaient alors indépendants : le premier rattaché à *L'Union* de Reims et le deuxième faisait partie du groupe de *L'Est républicain* de Nancy.

L'Ardennais valorise les prises de position favorables au projet de centrale, insistant sur les créations d'emploi attendues. Lors de l'enquête d'utilité publique, *L'Ardennais* et *L'Union* minimisent le nombre de manifestants de façon systématique. Les manifestations sont ramenées à des rituels folkloriques un peu ridicules. Les journalistes des deux journaux reprennent la vision d'EdF ou de la préfecture ; ils nient la légitimité populaire des opposants et les réduisent au refus d'une centaine de personnes. Un jour, un journaliste rend compte honnêtement des événements dans *L'Ardennais*… ce sera son seul article !

La violence lors de la première enquête est minimisée, *L'Ardennais* parle de jets de pierres symboliques et loue « la patience à toute épreuve » et le « stoïcisme » des gendarmes mobiles. Les deux journaux mettent l'initiative des violences sur le dos des manifestants exclusivement. Pour les journalistes, les blesses sont peu nombreux et les blessures, toujours légères. Ainsi, une grenade à tir tendu dans le visage d'une femme occasionne douze points de suture autour de l'œil, heureusement épargné : c'est « une blessure légère » pour la presse locale. Les exactions des forces de répression sont tues ou légèrement évoquées : tirs tendus, charges aveugles sans sommation, pneus crevés, vitres de voitures brisées, usage intense des gaz lacrymogènes, usage d'autres gaz (chlore ?) plus nocifs… Les journalistes n'en parlent pas ou peu. Par contre, des antinucléaires sont qualifies d'« irresponsables », d'« incontrôlés », voire de « casseurs ». Les coups de matraque sont présentés comme étant recherches par des manifestants, sans doute masochistes. Dans une affaire précise, le 12 juin 1980, les violences policières sont rapportées d'une manière si confuse dans *L'Ardennais* que le doute est permis pour le lecteur sur l'identité des auteurs – flics ou antinucléaires ? – des exactions.

Par la suite, après la relance du projet de centrale par les socialistes, la presse locale s'empresse de vouloir enterrer la lutte : « baroud d'honneur », « démobilisation » qualifient les manifestations. Cependant, la répression de Fumay (février 1982) est telle que certains faits ne peuvent être cachés aux lecteurs, d'autant que des journalistes ont été menacés. Mais, même là, alors que la violence était disproportionnée, on renvoie dos à dos manifestants et

forces de répression : « de part et d'autre, on semblait déchaîné » écrit *L'Ardennais.* Bientôt apparaissent dans les colonnes de ce journal les premières références à la présence d'« autonomes » parmi les antinucléaires. Pour les affrontements de juin 1982, *L'Ardennais* sort le grand jeu : « l'entêtement des antinucléaires », les « casseurs de tout poil », le journal dramatise et fait dans le larmoyant : « apocalypse », « scènes de désolation et de terreur » et autres images des « Ardennes et ses souffrances ».

L'Ardennais gonfle la présence des « autonomes » n'hésitant pas a avancer des proportions chiffrées (le journaliste n'indique pas les critères lui permettant de distinguer un « autonomes » d'un antinucléaire équipé pour les confrontations avec les flics). Le journal consacre ses colonnes à l'interview d'un de ces « autonomes » plutôt creux. Nous ne nions pas la présence de manifestants attirés par la violence (cf. le récit) de même que les comportements imbéciles et nuisibles de certaines de ces personnes, mais la presse locale en exagère la proportion et le rôle pour dénigrer la lutte. Les « désespérados », « anarchistes » et « extrémistes » sont montrés du doigt pour faire percevoir aux lecteurs l'extrême violence comme un phénomène extérieur.

Enfin, *L'Ardennais* va monter en épingle la présence lors d'une manifestation de membres d'un groupuscule néo-nazi belge (WNP : Westland New Pest). Largement infiltrés par les flics belges, quelques-uns de ces néo-nazis étalent venus *incognito* en mission d'entrainement en mars 1982. Consacrant, de longs mois après, sa une à cette révélation, le quotidien local sème la confusion en évoquant une possible manipulation du mouvement antinucléaire par les nazillons. Ce qui servira au PCF ardennais pour déclarer après la destruction de cinq véhicules d'EdF que « ces nouveaux agissements sont en liaison avec la confirmation de la participation d'éléments néo-nazis aux manifestations anti-nucléaires ». Décidément, les successeurs des staliniens en ont garde le goût de la calomnie. Et le PS de Givet ne fut pas en reste pour exploiter cette aubaine…

Annexe 6

Chooz, légitime violence...

Déclaration faite par le comité de Chooz le quatrième jour de la deuxième enquête d'utilité publique concernant l'expropriation des terrains. Il s'ensuivra de violents affrontements avec les casqués jusqu'à leur retrait du village. Des pierres contre des fusils, évidemment ! Mais aussi des cocktails Molotov et du savon noir pour le patinage des cars de gardes mobiles, judicieusement placé par des habitantes du village. Car Chooz n'a pas été, contrairement à la propagande du journal Le Monde, *« le Plogoff du pauvre ».*

Gendarmes mobiles, vous avez déjà reçu et vous recevrez encore des pavés sur la figure. Il faut que vous sachiez pourquoi. Ceux que vous avez en face de vous ne sont ni des voyous, ni des terroristes, ni des agitateurs professionnels, mais des travailleurs, ouvriers, cultivateurs, étudiants, commerçants, enseignants retraités, mères de familles, chômeurs, qui ne demandent qu'à vivre en paix dans la dignité. Mais ces hommes et ces femmes sont en colère parce qu'ils sont menacés dans leur vie physique et par les procédés fascistes de l'Etat ; et en colère parce que leur dignité humaine est bafouée.

Ce que je dis est vrai et je peux le prouver. Vous-même, vous êtes trompés et manipulés, à moins que vous soyez vendus ! La construction de quatre nouvelles centrales menace directement nos vies : la sécurité est illusoire et le plan Orsec Rad est inapplicable, la promesse d'emploi une mystification. Les arguments pour cette centrale sont faux : l'indépendance nationale n'a rien à gagner, nous serons tout aussi dépendants des autres nations qu'auparavant.

Savez vous pour qui vous travaillez ?

Vous ne travaillez pas pour les habitants de cette région, vous travaillez pour les nouveaux maîtres du monde, les capitalistes, les multinationales, les banquiers, les fabricants d'armes.

Le droit des gens est bafoué !

Ce droit de vivre en sécurité digne et libre dans son pays. N'êtes-vous donc que des mercenaires sans âme ? On vous fait jouer un rôle qui détruit votre humanité. Vous n'êtes rien que des marionnettes manipulées par des gens qui vous méprisent. Refusez de vous engager dans ce combat douteux.

On nous trompe et on vous trompe

Quand on dit que le nucléaire est le remède à tous nos maux ! Acceptez-vous d'être trompés ? Un homme peut-il encore avoir le sens de l'honneur

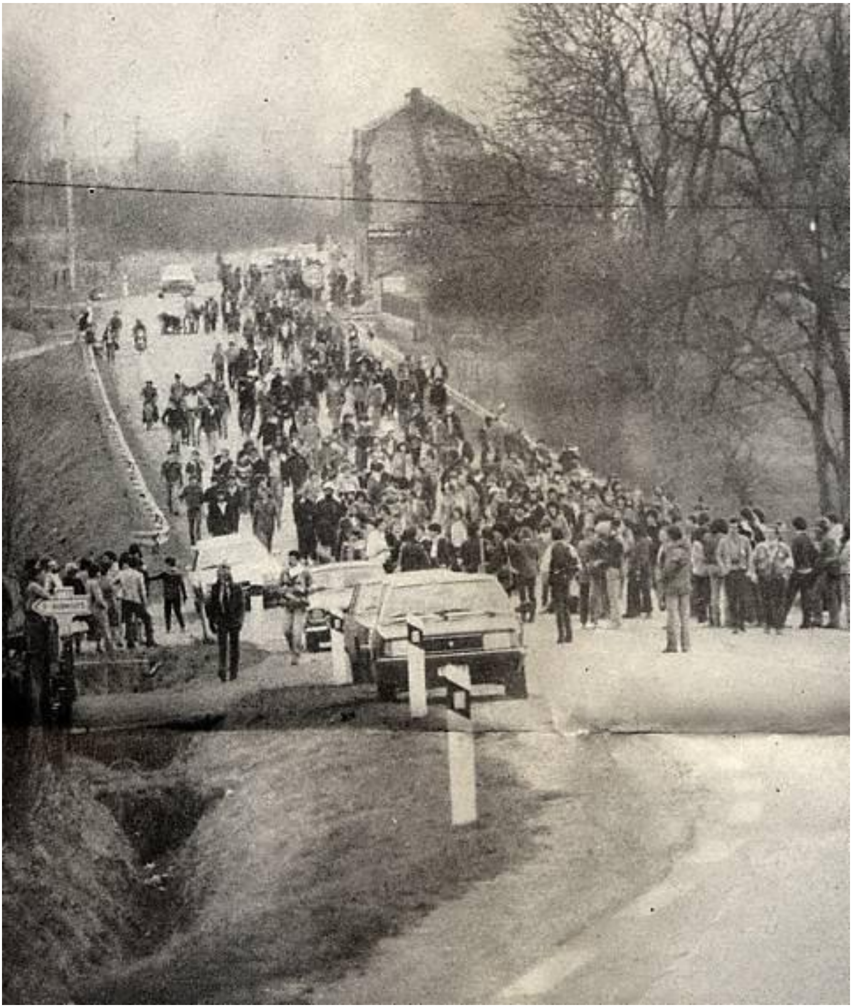
quand il accepte de n'être qu'un pion ? En conclusion, nous sommes là pour protester de toutes nos forces et même avec nos pavés. Vous, vous avez des casques, des boucliers, des matraques, des pistolets, fusils et grenades. Vous êtes pour nous une force purement négative, froide et impersonnelle et vous ne comptez pour rien pour ceux qui vous paient. Et nous, nous réclamons la justice, c'est-à-dire toute la vérité et la sécurité, toute la liberté : nous réclamerons justice, même avec des pavés, symboles des révolutions.

Notre colère est profonde et notre détermination absolue

Vous savez maintenant pourquoi vous aller recevoir des pavés sur la figure. Nous en sommes tristes, mais nous ne pouvons pas faire autrement. Les sangliers sont paisibles, tant qu'on ne les embête pas, mais ils deviennent terribles quant on veut les mettre au pas.

Le 4 avril 1981.





Marche des antinucléaires sur Chooz le 27 mars 1982

Discussion de la mise en service annoncée de deux nouveaux réacteurs à la centrale nucléaire de Chooz

> Pour moi le véritable danger réside surtout dans le pessimisme noir des Européens. Une sorte d'ivresse du pessimisme, un peu suicidaire, sévit chez nous. [...] Cela dit, une telle situation ne se prolongera sans doute pas. Au bout d'un certain temps, la nécessité où le besoin de consommer finissent par s'imposer.
>
> Peter Praet, chef économiste à la générale de Banque.
>
> *Le Vif/L'Express*, 24 février 1997.

Il y a quelques mois, on annonçait dans l'indifférence générale que la centrale nucléaire de Chooz, située dans une petite enclave française des Ardennes belges, allait finalement être enrichie prochainement de un, puis deux nouveaux réacteurs - « 1 450 mégawatts, un record mondial » (*Le Soir* du 16 septembre 1996) - qui accroîtront encore notablement l'environnement nucléaire des habitants de la Belgique, et incidemment leur usage et dépendance d'une énergie de telle origine - « A l'heure actuelle, quelques 55% de l'électricité consommée en Belgique est d'origine nucléaire ». Un peu plus tard, on apprenait de la presse qu'une anomalie s'était déclarée « après que le réacteur ait été poussé jusqu'à 30% de sa puissance » (*Imagine*, décembre 1996), obligeant à retarder une nouvelle fois la mise en service des réacteurs, sensée maintenant avoir lieu au printemps 1997.

Cette ouverture n'est en somme qu'une mauvaise nouvelle un peu lointaine, parmi tant d'autres aux conséquences pour nous plus immédiates, dont nous sommes contraints de nous inquiéter. Mais cette centrale de plus, à la frontière des deux pays les plus nucléarisés au monde, me décide et me donne l'occasion de discuter une fois de plus de l'industrie nucléaire et du monde

qu'elle implique, en étudiant un peu précisément ce qu'on daigne nous en dire aujourd'hui.

Et le peu d'espoir qu'il y a de pouvoir aider directement à la construction d'une quelconque opposition à cette occasion ne m'en dissuade pas.

Le projet de construction de ces deux réacteurs, qui vont finalement être mis en service après plusieurs années de retard pour motifs économiques ou de « mise au point » technique, avait suscité, à sa divulgation, une opposition massive et très déterminée. C'était il y a à peine quinze ans, ce qui, en ces temps d'amnésie généralisée, et de bouleversements incontrôlés toujours plus rapides, doit correspondre à peu près, « pour l'opinion », aux guerres de cent ans.

A cette époque, les traces durables qu'avaient laissées dans les esprits et les mœurs la tentative révolutionnaire du printemps 1968 n'avaient pas encore absolument cessé de se faire sentir, sous les coups conjugués d'incessants mensonges et calomnies, et de rapides et catastrophiques bouleversements sociaux. Et aussi sans doute le milieu ouvrier traditionnel - déjà bien malmené par la crise et la modernisation - gardait encore quelques forces et capacités d'offensive.

Les journaux de l'époque (notamment *Le Monde* des 29 juin, 31 juillet, et 30 novembre 1982) relatent plusieurs mois de troubles et manifestations dans la région, menés par des antinucléaires qui ne s'imaginaient pas que pétitions, esbrouffes médiatiques, et autres actions juridiques ou législatives, sont les meilleures façons de s'opposer aux visées de l'État. Les ouvriers des usines sidérurgiques de la région, partis dans une grève très dure contre la fermeture de « leurs » usines, les avaient rejoints : leurs syndicats n'avaient pas réussi à empêcher qu'ils reconnaissent dans ce combat-là, aussi le leur.

Après plusieurs mois d'une opposition de plus en plus décidée et violente, il avait fallu des interventions policières massives, empêchant toute nouvelle manifestation, et simultanément la perspective illusoire - opportunément proposée par les écologistes - d'une Enquête d'utilité publique et d'un recours démocratique, pour venir à bout des opposants et faire passer le projet des deux nouveaux réacteurs (*Le Monde* du premier février et du 24 mai 1983).

Vu d'ici, on peut penser que cette dernière et déjà tardive grande bataille perdue marque la fin d'une époque et le début d'une autre, qui a vu le monde des hommes plus bouleversé et détruit en quinze ans qu'il ne l'avait jamais été. Mais ce qui nous sépare si radicalement de ces temps de ces temps pourtant proches, ce ne sont pas à proprement parler les destructions ni désordres sociaux eux mêmes : ils étaient déjà avancés, il y a quinze ans. C'est plutôt qu'avec leur aggravation et leur accélération, il y ait eu toujours moins

d'opposition sociale un peu cohérente et puissante, ou seulement capable de se faire entendre un peu plus largement. Le rythme de croisière de la destruction s'est installé ; et la monstrueuse et folle production nucléaire a été toujours moins combattue, ou simplement discutée avec quelque conséquence (par exemple, par les oppositions à l'enfouissement des déchets, en plusieurs régions de France).

Le souvenir même de ces combats, anciens ou récents, s'est éteint, avec celui d'une alternative réelle au monde ou nous nous débattons. Et l'on a vu à la place se développer et se généraliser toutes les formes de l'adhésion active à ce monde, les fuites illusoires, les compensations misérables, et très généralement la confusion mentale et l'impuissance. Enfin, assez récemment s'est répandue, avec la bénédiction du pouvoir, une perception toujours plus aiguë et explicite de la profondeur et de l'unité de la catastrophe, qui conduit la masse des contemporains à la panique et à la résignation cynique ou désolée.

Si l'on en croit *Le Soir* du 16 septembre, les nouveaux réacteurs de Chooz auraient aujourd'hui contracté avec leurs voisins « un mariage de raison ». On a même donné à ces « voisins » l'occasion de dire officiellement « oui ». Il y eut ainsi « contacts avec la population » - une brochure d'information « Bien vivre avec la Centrale de Chooz » - puis enquête publique.

Les pouvoirs publics appellent voisins de la centrale, les habitants des communes « situées dans un périmètre de dix kilomètre par rapport à la centrale ». Voilà qui est déjà en contradiction avec les affirmations même des dirigeants : la zone officielle de sécurité correspond à un périmètre nettement supérieur. Par ailleurs n'importe qui a eu l'occasion de voir ce que voulait dire, dans la réalité, le voisinage en matière de nucléaire. Après l'accident de Tchernobyl, par exemple, chacun a pu savoir, et en tout cas subir personnellement le fait qu'en matière de nucléaire, le voisinage recouvre littéralement la totalité du globe. Nous fûmes tous copieusement arrosés, quoi qu''en ait dit sur le moment la propagande. Et dix ans après, les « trente millions d'Ukrainiens, de Biélorusses et de Russes [...] encore contaminés quotidiennement par la catastrophe de Tchernobyl [...] par le biais des voies d'eau et des nappes phréatiques » (*Libération*, du 26 mars 1996) éprouvent violemment, dans leur chair; et l'agonie de leurs enfants, ce que d'autres appellent « voisinage », et ce que donne le mariage forcé de l'humanité et de l'industrie nucléaire.

Sur cette question du voisinage de la centrale, rappelons que Chooz est baignée par la Meuse, dont l'eau est utilisée pour le refroidissement des réacteurs. Le circuit d'eau de l'intérieur de la centrale est, bien entendu, rigoureusement isolé de l'extérieur ; aucune fuite n'est possible, ni contact

avec la rivière. La presse elle-même a signalé il y a déjà un moment que des taux anormaux de substances radioactives avaient été mesurés à plusieurs reprises dans la Meuse, qui s'en vient ensuite fournir en eau potable les villes de Dinant, Namur, et Liège, notamment. Mais bien sûr, affirment alors les spécialistes, ces doses sont trop faibles pour être dangereuses. Ils l'ont dit, ils n'en parleront plus.

Après Tchernobyl, les nucléaristes européens rassurèrent les populations en affirmant que, dans nos centrales, tellement plus modernes, n'est-ce pas, que celles des primitivistes staliniens, un tel accident était - presque - impossible. Les nucléaristes eux-mêmes sont toujours obligés de rajouter ce « presque » qui change tout, avant de nous jeter à la tête d'absurdes calculs probabilistes (on connaît ces anecdotes de joueurs de la Loterie Nationale qui, au mépris de toutes les prétendues lois de la probabilité, ont gagné deux fois le gros lot).

Après dix ans et quelques « maladresses » technologiques on ne peut plus modernes et occidentales, on nous ressort les mêmes arguments, et les mêmes précautions oratoires : « Electriciens, écologistes et scientifiques s'entendent pour reconnaître que la technologie occidentale ne laisse aucune place à une catastrophe d'une ampleur comparable à celle qui a ravagé l'Ukraine. Toutefois, le degré zéro de risque, ça n'existe pas, reconnaît Philippe Massart [Le porte-parole d'Electrabel] » (*Le Soir*, ibid.) Sous son apparence de bon sens, cette dernière affirmation omet la terrible spécificité de la technologie nucléaire. Toute activité humaine implique une part de hasard ou d'incertitude, un risque d'échec, mais le nucléaire, lui, par la gravité extrême que peut prendre le plus petit incident, ne tolère pas la moindre incertitude.

D'autre part, par sa nature-même, par la puissance qu'il met en jeu et produit, par la profondeur et l'intimité avec laquelle il atteint et transforme la matière, le nucléaire est irrémédiablement incontrôlable et imprévisible. Il suffit de voir la liste impressionnante des « incidents techniques sans gravité » (comme ceux qui furent à l'origine de la réaction en chaîne de Tchernobyl, de Three Mile Islands), qui jalonnent l'histoire de n'importe quelle centrale pour s'en convaincre. Comme par exemple ceux qui ont entraîné l'arrêt provisoire de deux réacteurs, à Tihange, en octobre ; ou ceux qui conduisirent à la mise hors-service relativement précoce de Chooz-A ; ou qui expliquent les multiples retards dans la mise en service des deux nouveaux réacteurs de Chooz.

Qu'est-ce qui, à chaque fois, aurait pu se passer ? Cette question, et l'impossibilité absolue pour la population d'y trouver une réponse par elle même, résume à elle seule l'aliénation fondamentale qu'implique le nucléaire.

Plutôt que d'écouter les arguments fallacieux des nucléaristes, c'est en s'informant des mesures préventives qu'ils ont mises en place depuis Tchernobyl, que l'on peut se représenter véritablement cette inexistence d'un degré zéro de risque. Ce sont, à Chooz, les « plans d'urgence », les consignes à suivre « en cas de pépin », les répétitions générales d'évacuations promises, cette distribution attendue de tablettes d'iode à ingérer par les habitants en cas d'accident, etc. Évidemment, en cas d'accident réel, tout cela sera parfaitement insuffisant, et incapable d'éviter un désastre.

On peut s'interroger sur les mobiles contradictoires de telles mesures. On peut penser qu'avec cela, les dirigeants cherchent à rassurer; quand cela devrait plutôt achever d'inquiéter les plus crédules. On peut penser aussi, qu'avec l'accablement général devant l'ampleur de désordres et de catastrophes multiformes et toujours plus prometteurs, l'usage systématique de la terreur et de la démoralisation, par l'aveu complaisant, voir la mise en scène et, qui sait, l'exagération des catastrophes, devient de plus en plus la forme normale et même principale de gouvernement.

Sans doute en fait s'agit-il d'un mélange plus ou moins délibéré des deux: rassurer vaguement sur le particulier, là où peut-être pourrait se construire une opposition ; et accabler devant une confuse et insaisissable catastrophe générale. L'essentiel étant qu'au bout du compte, chacun renonce à comprendre et à faire quoi que ce soit, et abandonne son sort entre les mains des spécialistes. Aussi l'État doit toujours montrer qu'en définitive il a bien les choses en main, qu'il s'occupe de tout, fait en tout cas tout ce qu'il est humainement possible de faire, que chacun peut retourner dormir (ou travailler).

Au lendemain de Tchernobyl, un certain Luc Gillon, professeur d'Université, constatait qu'« autour des réacteurs belges ou français, une contamination comme celle de Tchernobyl atteindrait une région où vivent 1 à 2 millions de personnes qu'il faudrait évacuer et reloger et, à Doel, mettrait hors d'usage pour des années le port d'Anvers », ce qui « dans l'état actuel des choses, [...] serait insupportable pour l'économie de notre pays » (*La Cité* du 25 novembre 1986). Voilà sans doute une réalité qui préoccupe tout autant nos dirigeants que le maintien de l'actuelle passivité sociale. Certains spécialistes en « gestion des catastrophes » préparent donc l'arsenal qui permette, quoi qu'il advienne, à l'Économie de continuer à fonctionner, et à la domination sociale de se maintenir.

Il est déjà question, plus ou moins ouvertement, de la coupure, en cas de catastrophe, des moyens d'« information », de communication, et déplacement (téléphone, routes, radio et télévision), et de leur contrôle centralisé par l'armée; de l'interdiction de sortir de chez soi en « zone sinistrée », de la

fermeture par l'armée de la zone en question pour l'isoler du reste du monde (cf. pour la France, les plans de secours pour les catastrophes majeures: ORSEC nationaux et départementaux, et le décret au *Journal Officiel* du 22 juillet 1988 sur les pouvoirs du secrétaire d'État aux risques majeurs. Pour la Belgique, le plan national d'urgence nucléaire, cf. *Le Soir* du 11 septembre 1986 et du 17 octobre 1990). Et bien sûr il est prévu de faire donner la troupe s'il se trouvait parmi les irradiés des velléités de révolte.

Couronnant tout cela, il y a ce projet de train-laboratoire, qui serait capable d'effectuer n'importe où, et de manière industrielle, des diagnostics pour sélectionner les différences de traitement à appliquer aux victimes selon leur espoir statistique de survie: ceux qui seront soignés ; ceux qui seront laissés en l'état où en observation, ou peut - être utilisés aux multiples besognes qui ne manqueront pas alors ; enfin ceux qui seront parqués en attendant leur agonie définitive: résumé véridique de ce qu'est devenue aujourd'hui la médecine.

Enfin, il n'est pas besoin de beaucoup d'imagination pour voir par avance tout cela : les journaux du soir nous ont déjà habitué à ces images de foules attendant la mort sous contrôle militaire, en Afrique ou ailleurs. Il suffit d'ailleurs de voir comment les choses furent gérées par l'État Russe après la catastrophe Ukrainienne.

Quoi qu'il en soit, un récent « rapport semi-officiel » (cf. *Le Parisien* du 11-12 janvier 1997) sur l'usine nucléaire de La Hague, en Normandie, nous apprend, après d'autres rapports semblables, concernant des sites anglais ou américains, ce que l'on peut attendre de « l'industrie nucléaire fonctionnant bien », sans accidents déclarés ni fuites avouées: taux anormalement élevés de cancers, de mortalité infantile, mutations génétiques, ... dans les populations alentours observées ; multiples pollutions radioactives de l'environnement naturel, pour les animaux et poissons, les plantes...

Pour répondre à cette enquête, la Cogema s'est servie des habituels moyens de mensonge et de manipulation : contestation et traficotage des chiffres et statistiques, commande d'une contre-enquête effectuée par des spécialistes à la solde de la bureaucratie nucléariste, occultation médiatique des résultats et de la portée générale de l'enquête, et bien sûr refus pur et simple de discuter et de s'expliquer sur ces résultats.

Car de telles études ont en fait une importance beaucoup plus large que d'obscures querelles de spécialistes, ou même que les malheurs particuliers des habitants d'une région. Ce qui est en jeu, ce sont deux des principales justifications du nucléaire, deux des fondements de sa propagande: la thèse scientifique de l'innocuité des faibles doses de radioactivité, et l'affirmation technique de l'efficacité du confinement des centrales ou des déchets. Les

nucléaristes ont donc tout intérêt à dissimuler au public que ces thèses sont théoriquement contestées par une frange du milieu scientifique, pourtant particulièrement inféodé (cf. par exemple *La Cité* du 12 mai 1986); et surtout qu'elles sont pratiquement démenties chaque fois qu'une étude épidémiologique un peu indépendante est menée là où des populations sont soumises à des doses prétendument insignifiantes de radioactivité; voir tout simplement par l'expérience directe de ces populations.

A cet égard, les réponses de la Cogema suite à cette enquête sont particulièrement éclairantes. Selon le conseiller scientifique de la Cogema, J.-M. Gelas, les conclusions de l'enquête sont « faussement alarmistes » (*Le Parisien*, ibid.). Et pour prouver ses dires, il nous apprend que « l'usine de retraitement de La Hague fait l'objet d'un programme de surveillance approfondi sous le contrôle de l'Office de protection contre les rayonnements ionisants » (l'argument du confinement), et il ajoute : « les mesures de radioactivité effectuées montrent que l'impact sur l'environnement des installations nucléaires est négligeable » (L'argument de l'innocuité des faibles doses). On croyait savoir que le fondement de la méthode scientifique consiste en la vérification et la mise en cause permanente par l'expérience de la vérité admise. Puisqu'il y a des victimes, votre confinement ne marche pas, et vos prétendues faibles doses n'en sont pas moins des doses dangereuses et destructrices à long terme.

On a par ailleurs l'expérience de ce que valent les rassurantes affirmations des experts. Ils disaient par exemple officiellement, jusqu'il y a peu, que l'amiante (en deçà de certaines doses, ou autrement que sous certaines formes) était sans danger. Il s'en trouvait encore pour le croire. Et il s'en trouve encore, maintenant, pour croire et se satisfaire de la bonne foi des spécialistes.

N'importe qui avec un peu de bon sens avait pu trouver qu'on ne peut confiner une puissance virtuellement infinie; que les faibles doses, avec le temps, ou par des processus de concentration successifs dans la chaîne alimentaire, ou en combinaison avec toutes les autres pollutions industrielles que nous subissons, sont rien moins qu'innocentes.

Les nucléaristes sont ainsi comme des criminels qui, pris en flagrant délit, continueraient à nier ce que tout le monde les a vus faire. Mais les criminels comme ceux de la Cogema sont les maîtres, et façonnent l'opinion. Ainsi aujourd'hui, l'aptitude à la logique est en voie de disparition dans la population, et de pareils rhéteurs peuvent parler et agir à leur aise.

La première génération de centrales des années soixante atteint maintenant sa période limite de sécurité minimum et de bon fonctionnement possible. Tout cela va devoir être arrêté (comme le fut Chooz-A en 1991) et démantelé, mais continuera à rester hautement radioactif, et à nécessiter entretien,

contrôle, et confinement, pendant une période sans commune mesure avec la vie humaine, ni d'ailleurs avec la continuité d'aucun État ou société connus de l'histoire (« des dizaines de milliers d'années de surveillance en attendant la désintégration radioactive du plutonium » nous dit froidement l'article du journal *Le Soir*). A cela s'ajoute la masse toujours plus inexorable des déchets proprement dit; et l'augmentation continue de la radioactivité artificielle à la surface du globe, avec ses incalculables conséquences sanitaires.

Un autre article récent nous donne une idée du genre de situations toujours plus inextricables, et des multiples bombes à retardement, qu'on va peu à peu nous montrer, partout sur la planète : « A Tchernobyl la semaine dernière, plusieurs incidents ont relancé un débat sur la meilleur façon d'assurer la sécurité du réacteur accidenté ; [...] Nous redoutons une réaction en chaîne entraînant la formation de nouveaux radionucléides qui pourraient se répandre dans l'environnement. [...] La construction d'un nouveau sarcophage autour de l'enceinte ne sera pas une solution. [...] Le problème est aujourd'hui que nous n'avons pas de solutions techniques » (*Le Soir* du 26 septembre 1996).

Les techniciens et savants nucléaristes, qui avouent ainsi leur impuissance devant le monstre nucléaire, voudraient paradoxalement prendre argument de la situation et des catastrophes - qu'ils ont eux-mêmes contribués à produire, et qu'ils contribuent bien évidemment à perpétuer et à aggraver continuellement - pour s'affirmer ainsi indispensables et au-delà de toute discussion - simple intercesseurs auprès du nouveau Dieu. Ils reproduisent ainsi littéralement, dans leur domaine, la justification maintenant classique que donnent les dirigeants politiques et autres gestionnaires, tous soudain devenus « marxistes », de leurs politiques d'austérité et de régression sociale: ils ne feraient qu'appliquer, impuissants, les incompréhensibles lois objectives de l'économie et du marché mondial. En nous disant cela, les uns et les autres mentent de manière éhontée ; ou plutôt ils disent une part de la vérité, pour mieux faire régner le mensonge fondamental.

Effectivement, il apparaît toujours plus clairement aujourd'hui que le nucléaire, par la nature même de sa technologie, et de son projet, pourrait-on dire, est incontrôlable par les hommes, une fois que son existence est acceptée par les populations. Il impose, pour réaliser un contrôle toujours insuffisant et donc toujours amélioré, le développement toujours accru du secret et de la militarisation sociale. Et il modifie toujours plus la vie de chacun dans ses habitudes et ses besoins, au point qu'il soit toujours plus impossible de se passer de lui; cela par la quantité proprement folle, et en augmentation constante, d'énergie artificielle qui est maintenant utilisée par cette société et - qu'on le veuille ou non - consommée par chacun de nous à tous moments de sa vie.

Il est cette puissance et cette activité humaine qui s'est émancipée des hommes et de leur contrôle, pour, vivant une vie indépendante, se retourner contre eux; dont Marx a parlé à propos de l'économie et de la marchandise. Et il concentre ainsi toutes les caractéristiques de la production industrielle moderne, et de l'organisation sociale qui l'accompagne.

Mais là où les dirigeants mentent, par omission pourrait-on dire, c'est lorsqu'ils essayent de faire oublier que le nucléaire et le monde où nous sommes sont une production humaine, qu'il a été choisi par une société, ou plus précisément, par sa classe dominante. Et que, « ce que l'homme a fait, il peut le défaire » (Lewis Mumford).

Le monde tel qu'il est, avec les catastrophes où il court, convient à ceux qui en sont les véritables maîtres et propriétaires, parce qu'ils tirent de son état leur pouvoir et ce qu'ils appellent leurs privilèges. Ce sont eux qui le font ainsi ; ce sont eux, et la masse de la population qui leur laisse le pouvoir, par sa soumission et sa résignation, et par son adhésion aux valeurs, au mode de vie, à la définition du bonheur, que font aujourd'hui prévaloir ses maîtres.

Une publicité de l'EdF française proclamait il y a quelques années : « Le nucléaire est là. Là sous la lumière qu'on tamise. Là, entre chaque note de musique. Dans le ronronnement familier de la machine à laver. Derrière la TV. Même là, dans nos petits plats. Dans chacun de nos gestes quotidiens, le nucléaire est là. [...] C'est le nucléaire [...] qui nous permet de ne pas manquer de cette électricité dont on ne saurait se passer. Et ce bien-être, cette autonomie et cette sérénité-là, c'est à EdF qu'on les doit ».

Les nucléaristes disent effectivement la vérité quand ils associent inséparablement la production nucléaire et ce résumé du « confort moderne » et du bonheur tel qu'on est censé l'entendre aujourd'hui ; tel que l'immense majorité des gens l'entendent. Et ceux qui trouvent cela si bon, et assez bon pour eux, ne sont effectivement guère en position de critiquer avec un tant soit peu de cohérence la production nucléaire. Il faut choisir.

Même si l'option du « tout nucléaire » et des centrales géantes, comme celles de Chooz, est remise en cause aujourd'hui par une fraction non négligeable de l'état, pour des raisons avant tout économiques (« Dans l'ensemble, il est plus intelligent de mettre tous ses œufs dans un même panier, estime Philippe Mathieu, chef du département de génie nucléaire de l'Université de Liège. Par ailleurs, d'un point de vue technique, un réseau de distribution électrique est plus fort lorsqu'il repose sur le nucléaire. L'atome assure la base et les autres combustibles font la dentelle, répondant aux variations de la demande. » *Le Soir*, 16 septembre 1996), il serait certainement illusoire d'imaginer que cette société, ce mode de vie, puisse se maintenir sans que la production nucléaire y tienne une place considérable.

D'ailleurs, même si la production d'électricité classique venait un jour à supplanter malgré tout le nucléaire, les menaces qui pèsent sur les hommes et la nature ne s'en trouveraient même pas atténuées (les nucléaristes eux-mêmes utilisent jusqu'à l'écœurement ces arguments de la disparition du voile d'ozone et du réchauffement de la planète pour justifier leurs activités). Quand aux économies d'énergie et aux énergies douces des jérémiades écologistes, ce ne seront vraisemblablement jamais, au mieux, que des compléments de la production énergétique dominante.

Il n'y a donc qu'une alternative : accepter le monde comme il est, avec le nucléaire, ou refuser, en même temps que le nucléaire, les formes et les raisons de vivre que ce monde propose.

Certains écologistes ont pu parfois aller jusqu'à réclamer que les hommes d'aujourd'hui se privent, ou tout au moins réduisent leur usage des bienfaits de la modernité, du confort qu'apportent ses techniques, parce que celles-ci détruisent la nature et menacent même la perpétuation de la vie sur Terre; notre vie serait donc selon eux excellente, à l'exception de certains inconvénients, écologiques ou autres, qui pourraient finalement nous contraindre à la changer, peut-être radicalement.

Il est ainsi assez fréquent d'entendre ces mêmes écologistes, ou les dirigeants eux-mêmes, accuser les consommateurs de complicité, voire de responsabilité partagée, avec les décideurs, par le sacrifice qu'ils ne font pas de leur luxe et de leur richesse. Les dirigeants en concluent que nous n'avons rien à critiquer puisque nous sommes complices. Et les écologistes (ce sont parfois les mêmes) demandent à chacun de prendre sur lui sa part de réforme, et de s'imposer dès maintenant un ascétisme plus ou moins rigoureux.

Quant à moi, je ne partage pas cette opinion. D'abord parce qu'aucune restriction individuelle ne pourra elle-même changer quoi que ce soit. Par exemple, ce n'est évidemment pas en s'interdisant d'utiliser de l'électricité que l'on combattra le moins du monde le nucléaire. Ensuite, parce que l'ascétisme n'est que rarement une chose aimable. Enfin, et surtout, parce que se débarrasser des pauvres plaisirs du monde moderne ne serait pas du tout un sacrifice, mais au contraire une grande satisfaction et un grand agrément. Ainsi, je ne pense pas du tout que ce serait un sacrifice de voir disparaître de nos vies toutes les marchandises, les gadgets, et jusqu'à l'usage du temps et de l'espace, et la forme des rapports humains, qui sont l'inévitable corrélation du nucléaire et du monde moderne. Et je ne crois ni n'aime les définitions du bonheur et de la « bonne vie », que l'on voudrait aujourd'hui nous faire passer pour évidentes et indiscutables, et qui exigent pour leur satisfaction que soit saccagé un monde et obscurci radicalement notre avenir.

Je ne veux pas, par exemple, du four à micro-onde, parce qu'il exige, pour sa production et son fonctionnement, le nucléaire et ses ravages. Mais aussi, parce qu'à tous égards, je préfère le four à bois. Ce qui ne veut évidemment pas dire que je vais me laisser mourir de faim parce que, pour l'instant, l'usage d'un four à bois n'est pas trop facilement réalisable. Et je préférerais bien évidemment le voyage à cheval ou en diligence, avec ses chemins et son temps vivant, aux mornes transportements en TGV ou sur autoroute que le salarié moderne est contraint d'emprunter. Quant à l'informatique ou l'internet, je ne vois pas trop comment quelqu'un prétendant aimer cela pourrait dire quelque chose qui me convienne, ou simplement penser librement, sur le nucléaire ou autre chose.

En définitive, le projet et l'ambition profonde du nucléaire est, grâce à sa puissance virtuellement infinie, de libérer l'homme de toute contrainte matérielle, de tout effort, de tout conflit ; c'est à dire de s'émanciper et littéralement de s'abstraire de la nature, du monde réel et matériel (ce y compris la nature humaine) ; ou bien encore, d'ignorer et prétendre nier purement et simplement l'existence du temps. On sait que cette prétention à la puissance infinie et vide aboutit en réalité à la dépossession la plus complète des individus au profit de la machine bureaucratique et technologique toute puissante.

Mais de toute façon, une telle définition de la liberté, qui imprègne tout le monde industriel et moderne, et par exemple, la façon dont travaillent les hommes aujourd'hui, est à l'opposé de la liberté véritable et d'une vie digne d'être vécue : sans effort ni contrainte, aucune créativité réelle, aucune appréhension véritable du monde; sans conflit, aucune responsabilité ni liberté de choix de son destin, aucun courage; sans appréhension réelle de l'irrémédiable du passage du temps, aucune valeur ni vécu réel de ce temps qui passe.

Les rêveries de libertés technologiques sont des cauchemars.

« Ce que l'homme a fait, il peut le défaire. » C'est là bien sûr une tâche et une possibilité collective et sociale, historique. Il est peu probable que cette tâche, que presque plus personne ne veut reconnaître, soit menée à bien avant longtemps. Mais ce qu'il est déjà possible de faire, même presque seul, ou très minoritaires, c'est de découvrir et de dire ce que sont réellement ce monde, et ses mensonges; et aussi quel monde, quelle forme de vie en société, quel mode de production, quelle définition du bonheur, on désire et on est décidé à défendre, contre ceux-ci. Et l'on verra bien ce qui viendra ensuite.

Je pense que c'est là une des activités les plus riches et les plus intéressantes qui soient aujourd'hui possibles, et qui ne soient pas futiles. Je pense aussi qu'un tel parti pris permet sans doute mieux que tout autre de se défendre

individuellement de la misère et de la médiocrité ambiante, et de prendre ce que la vie a encore de bon à offrir. On peut d'ailleurs douter qu'une vie digne soit aujourd'hui possible sans cela.

Quant aux oppositions collectives qui pourraient venir, contre le nucléaire ou autre chose, l'expérience des quinze dernières années, et particulièrement les exemples les plus récents, montrent que leur plus profonde faiblesse et la source de leurs écrasants échecs étaient dans leur refus ou leur impossibilité de poser les questions à un niveau plus général et donc, forcément, radical.

« La seule façon de discuter du mal social est de commencer par l'idéal social » nous dit Chesterton dans *Le Monde comme il ne va pas.* Jamais un tel conseil ne fut aussi justifié et impératif qu'aujourd'hui.

A différents égards, ce texte ne voudrait que contribuer, modestement, à l'entretien ou à la renaissance du goût pour la discussion libre du problème social.

Cédric De Queiros, Bruxelles, mars 1997.



Bibliographie

Sur la lutte contre Chooz-B :

• Un fond de documentation sur la lutte de Chooz (archives, publications, exposition) a été déposé aux archives départementales des Ardennes, 35 J 1 à 21, archives du Front Commun Ardennais (consultation soumise à autorisation)

• *Ça coutera cher de nous foutre en l'air, luttes des sidérurgistes et de leurs complices dans les Ardennes (1979-1984).* Documentaire sonore.

Ce documentaire a été réalisé entre 2005 et 2006. Il relate l'histoire de deux luttes qui se sont déroulées dans les Ardennes de 1979 à 1984. L'une contre l'implantation d'une nouvelle centrale nucléaire à Chooz, l'autre contre la fermeture de l'usine métallurgique de Vireux. Il se compose d'une quinzaine d'interviews d'anciens sidérurgistes et de personnes, qui venaient de la région parisienne et de Reims pour y prendre part.

Disponible sur : <http://reposito.internetdown.org/videosetsons/vireux/>

• *L'explosion.* Film documentaire de Jérôme Champion, 2007.

Ce film a été tourné à Chooz, dans les Ardennes, 25 ans après que s'y soit déroulée une virulente opposition à la construction de la centrale nucléaire. Nous avons retrouvés celles et ceux qui ont lutté. Une série de onze portraits se dessinent, et à travers eux, l'histoire des luttes de Chooz et de Vireux nous est relatée.

A commander sur : <http://www.filfil-films.fr>

• GAM : Groupe d'Action Musical

Dans les années 1970, il ne se passait pas un combat social en Belgique - mais aussi à Chooz, en France - sans que le GAM ne vienne pointer ses instruments et ses chansons. Pour faire la fête, mais aussi pour clamer bien haut qu'il ne faut pas se laisser faire, qu'on est tous solidaires et que c'est en s'exprimant ensemble qu'on refera le monde. Ils ont bien raison : une bonne chanson qui dit clairement les choses fait parfois avancer autant les combats qu'une grève bien sèche. Quand on associe les deux, c'est encore mieux !

Jacques Parent, qui les a bien connus, raconte : « Des amis à eux avaient une résidence secondaire à Chooz. Un jour, au début du mouvement contre la centrale

nucléaire, vers fin 1978, ils sont passés un week-end, nous ont rencontrés, ont improvisé un tour de chants. Cette journée est très bien résumée dans la chanson *Ballade à Chooz* ! En 1979, le 45 tours *Non à la 2e centrale* a été enregistré grâce à eux et vendu au bénéfice du comité de Chooz pour nous aider à la lutte. Par la suite, ils sont venus tellement souvent nous soutenir et chanter pour les fêtes et aussi pendant les manifestions face "aux casqués" que nous les avons considérés comme calcéens (habitants de Chooz). La chanson *Allez les gars* est un morceau composé spécialement pour être chanté face aux CRS et gendarmes mobiles… et il a souvent été chanté ! Le début, sereinement, la fin du morceau, souvent dans un nuage de gaz lacrymogène… »

Extraits de <http://www.fmgerard.be/vie/chanteurs/gam.html>

1979 - Non à la 2ème centrale ! - 45 tours.

Disque de lutte, mais aussi une belle histoire d'amitié et d'espoir : *la vallée est si belle quand tu vois l'éclaircie, le soleil dans les prés passer entre deux pluies* ! La face B est consacrée à des habitants de Chooz : *On est tous bernés*, de et par Jacques Parent, et aussi *Défendons-nous* et *Le nucléaire créera des emplois…*

Le blog du GAM : <http://www.legroupegam.be/>

Divers sur le nucléaire :

Association Contre de Nucléaire et son Monde :

ACNM, BP 178, 75 967 Paris cedex 20

- *Sous l'épaisseur de la nuit, documents et témoignages sur la catastrophe de Tchernobyl*, éd. ACNM, 1993.
- *En finir avec le nucléaire et son monde*, ACNM, 1994.
- *Histoire lacunaire de l'opposition à l'énergie nucléaire*, éd. La Lenteur, 2007.

Bella et Roger Belbéoch :

Nés en 1928, sont physiciens, ingénieurs ESPCI. Roger Belbéoch a travaillé dans un laboratoire universitaire de recherche (Orsay). Bella Belbéoch, ingénieur-docteur, a travaillé au centre d'études nucléaires de Saclay (CEA). Ils participent au Groupement de Scientifiques pour l'Information sur l'Energie Nucléaire (GSIEN) et à son bulletin *La Gazette Nucléaire* (2, rue François Villon, 91 400 Orsay)

- *Tchernobyl, une catastrophe*, 1993, éd. La Lenteur, 2012.
- *Sortir du nucléaire, c'est possible avant la catastrophe*, éd. L'Esprit Frappeur, 1998.
- *Tchernoblues, de la servitude volontaire à la nécessité de la servitude*, éd. L'Esprit Frappeur, 2001.

Encyclopédie des Nuisances :

Revue crée en 1984, puis maison d'édition fondée en 1990 (41, rue Mazarine, 75 006 Paris).

- *Adresse à tous ceux qui ne veulent pas gérer les nuisances, mais les supprimer*, EdN, 1990.
- *Remarques sur la paralysie de décembre 1995*, EdN, 1996.

Jaime Semprun (1947-2010)

- *La nucléarisation du monde*, 1980 ; éd. Gérard Lebovici, 1986.

René Riesel et Jaime Semprun

- *Catastrophisme, administration du désastre et soumission durable*, éd. EdN, 2008.

Arnaud Michon

- *Le sens du vent, notes sur la nucléaristation de la France au temps des illusions renouvelables*, éd. EdN, 2010.



Au départ d'une manifestation anti-nucléaire, fin juillet 1982

Table des matières

Sur le même sujet :

Bertrand LOUART

ITER ou la fabrique d'Absolu

La démesure de l'industrie nucléaire

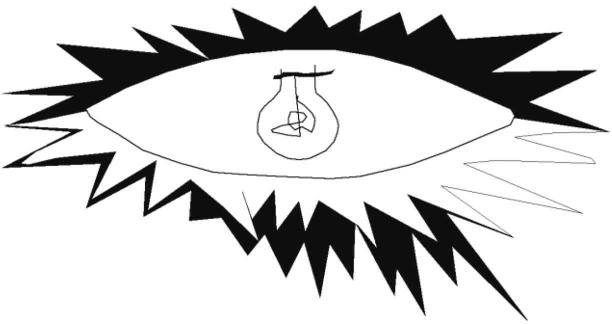
Livret de 16 pages, 2006.
Brochure de 40 pages, 2008-2011.

Edition réalisée par

Bertrand Louart, rédacteur de

NOTES & MORCEAUX CHOISIS

Bulletin critique des sciences, des technologies et de la société industrielle



Dix numéros publiés aux éditions *La Lenteur*
127, rue Amelot - 75011 Paris.

En 1977, quand arrive à Chooz la rumeur de projet d'une nouvelle centrale nucléaire, c'est dans l'optimisme que s'organisent les opposants. Deux ans plus tard, un référendum local exprime un « non » clair et net à ce projet.

Mais d'impérieuses raisons politiques et économiques exigent qu'un « *petit village des Ardennes n'arrête pas la marche de la France* ».

Par la persuasion et par la force, EdF et l'État vont donc imposer la construction de Chooz-B. Par delà alternance virtuelle et fausses promesses, le giscardisme et le "socialisme de gouvernement" montreront le vrai visage de la démocratie nucléaire : propagande, matraques, gaz et blindés.

Des affrontements de l'enquête d'utilité publique à la liaison avec les ouvriers de la Chiers, ce récit évoque les péripéties d'une lutte qui marqua la Pointe des Ardennes et de nombreux Ardennais.

Le nucléaire créera des emplois
Dans les cimetières, on aura besoin de bras
Le nucléaire créera des emplois
Dans les cimetières et les commissariats !

Nouvelle édition, revue et augmentée

PRIX LIBRE